

A36A1
P74
2000/01
2,2
QL
P.ouv.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
VOLET «MÉTROPOLÉ»

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE LA MÉTROPOLE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2000-2001**



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
VOLET «MÉTROPOLE»**

A36A1

P74

2000/01

2,2

QL

P.500v.

Lectura

sun place

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES – VOLET «MÉTROPOLE»

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA DEMANDE	PAGE
	Volet «Métropole»	
57	Liste des demandes reçues et détails des sommes accordées par le Fonds de développement de la Métropole.	1
58	Le coût des études, des appels d'offres et les frais de conception des propositions versées aux soumissionnaires dans le cadre des appels d'offres pour l'agrandissement du Palais des congrès.	13
59	La contribution de la région métropolitaine au financement de l'Agence métropolitaine de transport (contribution de chaque municipalité, contribution des automobilistes par municipalité, contribution des sociétés de transport, contribution provenant de la taxe spéciale sur l'essence).	17
60	Les dépenses assumées par la Société de gestion Marie-Victorin en 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001.	25
61	Concernant les centres locaux de développement de l'Île de Montréal et de la région de Laval : a) liste des membres de chacun des conseils d'administration (date de nomination et durée du mandat); b) copie de chacun des actes constitutifs; c) ventilation budgétaire détaillée pour 1999-2000 de chacun des centres locaux de développement et les prévisions pour 2000-2001; d) description de leur territoire (municipalités et quartiers couverts).	27
62	Total des sommes qui seront distribuées par les CLD, avec indication de la part de ces sommes destinée à des garanties de prêt pour les Fonds locaux d'investissements.	141
63	Concernant les conseils régionaux de développement de l'Île de Montréal et de la région de Laval : a) ventilation budgétaire détaillée de chacun des centres régionaux de développement pour 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001; b) budget alloué en 1999-2000; c) fournir la liste des membres de chacun des conseils d'administration (date de nomination, échéance du mandat).	143
64	Copie des procès-verbaux des réunions des CLD, de la région de Montréal et de Laval, pour l'année 1999-2000.	165
65	Copie de l'entente cadre d'avril 1999 intervenue entre le gouvernement du Québec et Montréal et les sommes investies dans le cadre de cette entente par les différents ministères.	167

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**57. LISTE DES DEMANDES REÇUES ET DÉTAILS DES SOMMES ACCORDÉES
PAR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE**

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE LA
MÉTROPOLE**
Projets soutenus en 1999-2000

	<u>Montant accordé</u>
262, ST-JACQUES INC. « Petites et moyennes hôtelleries »	432 000 \$
ACADÉMIE NATIONALE DE L'HUMOUR « Prolongation expô/théâtre les amuseurs »	38 964 \$
ACCROCHEURS (LES) (ADAPTECH PLUS INC) « Services offerts à une clientèle à mobilité réduite »	50 000 \$
ALTERNATIVES COMMUNAUTAIRES ET D'INTERVENTION DU MILIEU (ACHIM) « Développement et soutien des ressources autres qu'institutionnelles pour les personnes âgées »	37 500 \$
AMIS DE LA MONTAGNE (LES) « Amélioration des services offerts aux usagers du parc du Mont-Royal »	125 000 \$
AGORA DE LA DANSE « Réalisation des activités 1999-2000 »	50 000 \$
ART QUI FAIT BOUM ! « 1 ^{ère} Édition de la triennale de la relève québécoise en arts visuels »	30 000 \$
ASSOCIATION DES CLD DU QUÉBEC « Financement d'un réseau de communication et d'outils de gestion »	25 000 \$
ASSOCIATION DES PARENTS DE CÔTE-DES-NEIGES « Services d'intégration et de soutien aux nouvelles familles immigrantes du quartier »	30 000 \$
ASSOCIATION DU QUARTIER DU MUSÉE « Plan de développement »	17 000 \$
ASSOCIATION DU QUARTIER DU MUSÉE « Guide Shopping »	30 000 \$
ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ET PROFESSIONNELS DU VILLAGE « Réalisation du Festival international des arts visuels »	15 000 \$
ASSOCIATION DES RÉGIONS DU QUÉBEC « Congrès national »	11 765 \$
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ITALIE « Développement culturel et touristique »	20 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES « Organisation du Xe symposium international de victimologie »	15 000 \$
ASSOCIATION RÉGIONALE DES LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES « Qualifications de volley-ball para-olympique à Laval en vue des Jeux de Sydney »	35 000 \$
ASSOCIATION RÉGIONALE POUR LE LOISIR DES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL « Organisation de la 17 ^e édition du Défi sportif »	30 000 \$
ASSOCIATION TOURISTIQUE ET RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE « Planification stratégique triennale »	8 500 \$

ATELIER D'ÉDUCATION POPULAIRE DE MERCIER « Aide au fonctionnement »	17 000 \$
ATELIER D'HISTOIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE « Mise en valeur du patrimoine religieux »	15 000 \$
ATELIER HABITATION MONTRÉAL « Résolution de problèmes de logement pour la population à faible et moyen revenu »	46 130 \$
AVEC PUBLIC « Genèse d'une Ville »	50 000 \$
CAMO-PERSONNES IMMIGRANTES « Activités de promotion et de sensibilisation au programme d'immersion professionnelle pour personnes immigrantes »	50 000 \$
CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE SAINT-CHARLES « Aide au fonctionnement »	17 000 \$
CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA « Atelier de récupération de tissus et de couture pour les femmes monoparentales et socio-économiquement faibles »	10 000 \$
CDEC – AHUNTSIC-CARTIERVILLE « Plan de développement récréo-touristique »	10 000 \$
CDEC- ROSEMONT-PETITE PATRIE « Études nécessaires à l'opération de relance socio-économique de la Petite-Patrie »	60 000 \$
CENTRE D'ACCUEIL ET DE RÉFÉRENCE POUR IMMIGRANTS (CARI – SAINT-LAURENT) « Fonds pour les jeunes des minorités visibles »	7 500 \$
CENTRE D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN EMPLOYABILITÉ (CADRE) « Service de traiteur et production de repas surgelés »	50 000 \$
CENTRE DE CRÉATION INTERDISCIPLINAIRE EN ART – CHAMP LIBRE « Réalisation de la 4e manifestation internationale Vidéo en art électronique »	30 000 \$
CENTRE DE SERVICE COMMUNAUTAIRE DU MONASTÈRE « Demande additionnelle à la subvention déjà accordée »	60 000 \$
CENTRE D'ENTREPRENEURSHIP TECHNOLOGIQUE DE L'ÉTS (CENTECH) « Soutien des entreprises émergentes dans leurs différentes étapes de développement »	240 000 \$
CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURE URBAINE (CERIU) « Organisation de l'événement Infra 99 »	70 000 \$
CENTRE NA RIVE DE MONTRÉAL « Production et distribution de petits pâtés dans des réseaux de service alimentaire »	50 000 \$
CENTRE ÉDUCATIF ET COMMUNAUTAIRE RENÉ-GOUPIL INC. « Aide au fonctionnement »	17 000 \$
CENTRE QUÉBÉCOIS D'INNOVATION EN BIOTECHNOLOGIE (CQIB) « Aménagement du Centre (100,0 \$) et accompagnement de l'organisme vers l'autofinancement (282,0 \$) »	382 000 \$
CERCLES D'EMPRUNT DE MONTRÉAL (LES) « Services de soutien et d'orientation et micro entreprises et des travailleurs autonomes »	50 000 \$

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-LAURENT « Réalisation d'activités promotionnelles dans le cadre de la revitalisation du boul. Décarie dans le Vieux Saint-Laurent »	30 000 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN « Info-Entrepreneurs »	100 000 \$
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL « Réalisation de la première édition des Assises annuelles des Affaires de Laval »	20 000 \$
CHAMBRE DE COMMERCE GAIE DU QUÉBEC « Développement d'un bureau d'accueil touristique »	18 375 \$
CHIC RESTO POP (LE) « Augmentation de la production des produits du terroir »	50 000 \$
CIRIEC « 23 ^e congrès de CIRIEC international »	25 000 \$
CIRQUE ÉLOIZE « Co-produire le spectacle Excentricus au Edinburgh Festival Fringe »	100 000 \$
CITÉ DES ARTS DU CIRQUE « Plan maître sur la Cité des arts du cirque »	100 000 \$
COBALT ART ACTUEL « Le génie du lieu »	15 000 \$
COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE SAINT- HENRI « Aide au fonctionnement »	17 000 \$
COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE SAINT- HENRI « Service de halte-garderie stable à la population démunie du quartier »	35 406 \$
COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD INC. « Aide au fonctionnement »	17 000 \$
COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD INC. « Solution aux problèmes d'alimentation dans le quartier »	50 000 \$
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL « Adhésion à Montréal International »	1 083 854 \$
COMPAGNIE POL PELLETIER « Démarrage d'une troupe de théâtre pluriethnique »	50 000 \$
CONCERTATION SUR LE TOURISME HOCHELAGA-MAISONNEUVE « Consolidation de la permanence de l'équipe pour la réalisation de l'ensemble des activités de l'organisme »	39 333 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL « Projet Québec en vitrine »	50 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CRDIM) « Association québécoise du transport et des routes (AQTR) »	150 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CRDIM) « Comité interrégional pour le transport des marchandises »	40 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CRDIM) « Groupe de travail sur la Mode et l'Habillement »	140 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CRDIM) « Les Deux Mondes, compagnie de théâtre »	150 000 \$

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CRDIM) « Objectif entrepreneurship »	153 421 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CRDIM) « Réseau financier Montréal »	180 000 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT « Revitalisation du Faubourg Saint-Laurent »	60 000 \$
CORPORATION DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DU CROISSANT DE L'EST « Démarrage et implantation de la Corporation »	450 000 \$
CORPORATION DES FÊTES DU TRICENTENAIRE DE LA GRANDE PAIX DE MONTRÉAL « Démarrage des célébrations envisagées en 2001 »	50 000 \$
DIVERS CITÉ « Célébration de la fierté gaie »	50 000 \$
ÉCOLE ET LES ARTS (L') « Participation des enfants de quatre commissions scolaires à des activités culturelles dans deux maisons de la culture »	7 000 \$
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL « Laboratoire d'entreprise virtuelle »	180 000 \$
ÉCOMUSÉE DE LA MAISON DU FIER MONDE (L') « Patrimoine et histoire du quartier Centre-Sud »	41 988 \$
ÉDIFICE LE COIN INC. « Petites et moyennes hôtelleries »	480 000 \$
ESCALE FAMILLE LE TRIOLET « Consolidation d'une halte-garderie »	45 092 \$
FDM – FAITES DE LA MUSIQUE « Étude de faisabilité sur les possibilités de développement des arts émergents dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve »	12 000 \$
FDM – FAITES DE LA MUSIQUE « Série d'humour au féminin »	10 000 \$
FDM – FAITES DE LA MUSIQUE « Spectacles de qualité offerts à une population démunie »	20 333 \$
FDM – FAITES DE LA MUSIQUE « Services à la relève pour les jeunes créateurs québécois »	45 000 \$
FÉDÉRATION D'HALTÉROPHILIE DU QUÉBEC « Organisation des 3 ^e championnats du monde collégiaux et universitaires d'haltérophilie »	10 000 \$
FÉRIA DE MONTRÉAL « Fiesta Latine de Montréal »	15 000 \$
FESTIVAL DE COURSES DE BATEAUX DRAGON DE MONTRÉAL « 5 ^e édition du Festival »	30 000 \$
FONDATION BBCM « Festival Black and Blue 1999 »	35 000 \$
FONDATION PAUL-ÉMILE BORDUAS « Restauration de la Maison Paul-Émile Borduas »	7 700 \$
FORUM INTERNATIONAL DE MONTRÉAL « Assurer une structure permanente à l'organisme »	75 000 \$

FOYER SAINT-ANTOINE DE LONGUEUIL « Rénovation du Foyer »	200 000 \$
FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL « Poursuite de la mission de l'organisme »	250 000 \$
GARDE-AMIS (LA) « Service de halte-garderie avec participation des parents »	39 950 \$
GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINÉRAIRE « Démarche de prise en main de la population itinérante »	26 667 \$
GROUPE CULTURE ET VILLE « Guide des promenades métropolitaines »	77 700 \$
HORTIPARC DE LAVAL « Soutenir les activités de promotion et de commercialisation »	100 000 \$
INFO-OPPORTUNITÉS « Réalisation d'un plan de communication/marketing et développement d'outils promotionnels »	26 400 \$
INNO-CENTRE « Élaboration d'un programme de financement des nouvelles entreprises technologiques »	420 000 \$
INRS – INSTITUT ARMAND-FRAPPIER « Étude de marché portant sur l'expansion du Centre de biologie expérimentale »	25 000 \$
INTER-LOGE CENTRE-SUD « Projet MAP »	459 000 \$
JOIJOUTHÈQUE HOCHELAGA-MAISONNEUVE « Collecte, recyclage, vente et prêt de jouets »	48 507 \$
JOUTHÈQUE DE VILLERAY (LA) « Consolidation de la halte-garderie et services aux parents »	50 000 \$
KÉROUL « Colloque sur le transport adapté »	10 000 \$
LETTRES EN MAIN « Lutte contre l'analphabétisme »	41 477 \$
LIAISON INTERCULTURELLE « Fonds pour les jeunes des minorités visibles »	7 500 \$
LOGICIEL MACHINA SAPIENS INC. « Accompagnement de l'organisme dans sa phase transitoire vers un refinancement de ses activités »	60 000 \$
MAISON SAINT-GABRIEL « Activités d'animation à caractère historique »	15 000 \$
MAISON SAINT-GABRIEL « Animation sur le site »	9 500 \$
MONTRÉAL INTERNATIONAL « Guichet unique pour travailleurs stratégiques »	60 000 \$
MONTRÉAL INTERNATIONAL « Bureau de coordination des ambassadeurs d'affaires »	70 000 \$
MONTRÉAL INTERNATIONAL « FODEV » (Fonds de développement de Montréal international)	830 000 \$

7

MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ « Organisation du mois de la qualité 1999 »	20 000 \$
OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL « Étude d'opportunité pour de nouvelles activités touristiques dans la période de Noël »	7 000 \$
OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL « Développement de produits touristiques »	50 000 \$
OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE « Organisation de la semaine d'actions contre le racisme »	90 000 \$
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LA MONTÉRÉGIE « Réalisation de deux projets de sensibilisation en matière scolaire »	13 200 \$
PAVILLON D'ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE « Aide au fonctionnement »	17 000 \$
PÔLE DES RAPIDES « Nouveaux outils de promotion »	65 000 \$
PRODUCTIONS DE L'ŒIL « Réalisation de l'événement l'œil de la métropole »	40 000 \$
REGROUPEMENT POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU SUD-OUEST (RESO) « Projet de mobilisation et de concertation du Sud-Ouest en regard de la réouverture du Canal de Lachine »	10 000 \$
RELAIS DU SOLEIL (LE) « Recyclage de vêtements »	33 000 \$
RESTO PLATEAU « Service traiteur permettant l'embauche de finissants en art culinaire »	33 333 \$
SAINT-COLUMBA HOUSE « Atelier de rembourrage de vieux meubles pour la population démunie du quartier »	21 938 \$
SERVICE BÉNÉVOLE DE L'EST DE MONTRÉAL INC. « Renforcer la présence des organismes communautaires sur le site « Carrefour communautaire » et développer des contenus destinés à la population »	41 000 \$
SERVICE D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS « Programme PADER »	115 000 \$
SOCIÉTÉ D'HABITATION POPULAIRE DE L'EST DE MONTRÉAL (SHAPEM) « Revitalisation urbaine et sociale du quartier »	50 000 \$
SIDAC – PLACE SAINTE-CATHERINE « Ste-Catherine Est, la rue qu'on court »	50 000 \$
SIDAC – PROMENADE ONTARIO « Fête du Millumière »	10 000 \$
SOCIÉTÉ D'AMÉLIORATION DE POINTE ST-CHARLES « Développement de nouveaux marchés et de nouveaux services »	22 000 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DE LACHINE « 5 ^e édition du Festival Sentiers des arts »	12 000 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL « Montréal s'émerveille »	35 000 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AVENUE DU MONT-ROYAL « Détail formation »	35 000 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AVENUE DU MONT-ROYAL « Nuit Blanche sur tableau noir »	35 000 \$
SOCIÉTÉ DE LA PROMENADE RIVERAINE DE CHAMBLY « Promenade , piste cyclable et centre nautique »	241 500 \$
SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET DE CONCERTATION ÉCONOMIQUE DE L'EST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (PRO-EST) « Diagnostic stratégique du secteur récréo-touristique de l'Est de l'île de Montréal »	11 750 \$
SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET DE CONCERTATION ÉCONOMIQUE DE L'EST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (PRO-EST) « Consolidation du développement économique de l'Est de l'île de Montréal »	375 000 \$
SOCIÉTÉ DE PROMOTION TOURISTIQUE ET CULTURELLE DU PLATEAU MONT-ROYAL « Réalisation du plan d'action 1999 et mise en place d'une stratégie d'intervention pour 1999-2001 »	10 100 \$
SOCIÉTÉ DES DESIGNERS D'INTÉRIEURS DU QUÉBEC « Étude sur les retombées du Concours Commerce design »	39 900 \$
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA RIVE-SUD DE MONTRÉAL (STRSM) « Développement technologique des systèmes de la STRSM »	1 600 000 \$
SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE -POINTE-À-CALLIÈRE « Réalisation d'une étude sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine de la période française »	40 000 \$
SOCIÉTÉ DU PARC DES ÎLES « Organisation du spectacle pyrotechnique pour l'arrivée du millénaire »	300 000 \$
SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE CANADIENNE FRANÇAISE « Aménagement dans de nouveaux locaux et modifications pour accès aux handicapés »	50 000 \$
SOCIÉTÉ HIPPIQUE DE BLAINVILLE « Voyage de prospection en France »	6 000 \$
SOCIÉTÉ SAINT-JEAN BAPTISTE « Organisation d'activités spécialisées pour les fêtes du 24 juin 1999 »	200 000 \$
SOLIDARITÉ AHUNTSIC « Doter les groupes communautaires et les citoyens d'un centre multifonctionnel »	100 000 \$
SOMMET MONDIAL DU CAPITAL DE RISQUE ET DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS DU MILLÉNAIRE « Organisation du Sommet Capital 2000 »	50 000 \$
STUDIO XX « Formation des femmes dans les nouvelles technologies de l'information »	65 000 \$
SYMFOLIUM 2000 « Organisation de l'événement symfolium »	75 000 \$
TERRES EN VUES « Diffusion de la culture autochtone »	37 917 \$
THÉÂTRE DE L'OLLONNOIS « Randonnée en Rabaska »	40 000 \$

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE « Étude de faisabilité du Molière en plein air »	10 500 \$
THÉÂTRE LACHAPELLE « Réalisation des activités 1999-2000 »	50 000 \$
TOURISME HOCHELAGA-MAISONNEUVE « Sur les traces de la Bolduc 2 »	65 000 \$
TOURISME PLATEAU MONT-ROYAL « Structuration de l'offre touristique du Plateau Mont-Royal 99-00 »	47 620 \$
TRANSIT-NATIONS « Récupération et vente de vêtements et meubles usagés en vue d'aider les nouveaux arrivants du quartier »	50 000 \$
TRIGONE ANIMATION « Réalisation de la première campagne de sensibilisation »	75 000 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL – CENTRE DE DESIGN « Expositions itinérantes de calibre international »	240 000 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL « Étude sur l'Institut universitaire des nouveaux médias »	50 000 \$
VERRIERS DU MONT-SAINT-HILAIRE (LES) « Acquisition des équipements et relocalisation des espaces administratifs »	62 500 \$
VILLE DE BROSSARD « Adhésion à Montréal International »	36 167 \$
VILLE DE LONGUEUIL « Adhésion à Montréal International »	59 491 \$
VILLE DE MONTRÉAL – BAIN MATHIEU « Rénovation du Bain Mathieu afin de créer un atelier pour la promotion des arts gigantesques »	485 000 \$
VILLE DE SAINT-HUBERT « Adhésion à Montréal International »	32 278 \$
VILLE DE VERDUN « Navette fluviale - Étude de faisabilité »	87 500 \$
VISUTEL COOP. INC. Implantation d'un centre d'appels pour les aveugles et les amblyopes	50 000 \$

Q-57

PROJETS NON RETENUS DAN LE CADRE DU FDM

1999-2000

ORGANISME	DESCRIPTION DU PROJET
ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTRÉAL (ACEM)	Programme de formation pour la création de nouvelles entreprises par les jeunes des communautés culturelles
BOUQUINISTES DU ST-LAURENT (LES)	Organisation de l'événement pour 1999
CÉGEP DE SAINT-LAURENT	Exposition intercollégiale d'arts plastiques
CENTRE COMMÉMORATIF DE L'HOLOCAUSTE À MONTRÉAL	Financement du Musée
CENTRE COMMUNAUTAIRE RADISSON	Café Internet
CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Cybertribunal
CENTRE DE SERVICE AUX RÉSEAUX DES TRAVAILLEURS AUTONOMES ET MICRO-ENTREPRISES	Guide pratique pour la rédaction d'offres de service
CENTRE IMMACULÉE CONCEPTION	Réfection des infrastructures
CENTRE-UNI DE LA COMMUNAUTÉ CHINOISE DE MONTRÉAL	Création d'un centre culturel et d'affaires
CHAMP LIBRE	Projet "Utopia"
CINARS	Étude sur la diffusion internationale des produits culturels québécois du secteur des arts de la scène
COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'ARBRE	Organisation du 4e colloque
COMMUNICATIONS VIRUS MÉDIAS INC.	Lancement d'un nouvel hebdo destiné aux 13-19 ans
CORPORATION DES CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILES	Nouveau salon - participation à sa promotion
COULEURS QUÉBEC	Couleurs Québec, la vision jeunesse d'un Québec en devenir
COUPE DU MONDE DE GOLF	Organisation du "Mondial de golf du Québec - du 16 au 20 août 1999"
CUISINE RÉGIONALE AU QUÉBEC	Développement et mise en valeur des produits régionaux
ÉVÉNEMENTS CLÉ EN MAIN	4e édition du salon national de la petite entreprise, du travail autonome et de l'emploi
EXPO RENCONTRE CONTECH	Traitement des banques de données transférées par Hydro-Québec
FESTIVAL MONDIAL DE LA BIÈRE	Édition 1999 du Festival
FONDATION DE LA MAISON DES ARTS DE LAVAL	Exposition universelle des enfants du Monde
FONDATION SANS NOM	Tournée québécoise Giammartini-Molier 1999
FORUM ACTION QUÉBEC	Activités de promotion de la Métropole par l'organisme qui favorise le dialogue sur les enjeux du Québec
GÉOAGRI-CONSULT INTERNATIONAL INC,	Permettre l'installation des citoyens et des immigrants investisseurs dans le milieu agricole québécois
GROUPE DE SOUTIEN EN MILIEU DE TRAVAIL	Développement d'outils pratiques transférables dans les organismes et les structures de différents paliers (locaux, régionaux et nationaux)

ORGANISME	DESCRIPTION DU PROJET
GROUPE GIGNAC COMMUNICATION MARKETING	Couleurs Québec, la vision jeunesse d'un Québec en devenir
INSTITUT NATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON (INIS)	Acquisition d'équipement pour le développement d'un programme de formation multimédia
ISEA	Fonctionnement du siège social pour 1999-2000
JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL	Jardin Amérindien
LA MÉDITERRANÉE COMME MÉTAPHORE	Programmation d'activités d'échanges culturels en collaboration avec Basilicata
LAVAL TECHNOPOLE	Laval Via le Monde
L'EAU POTABLE - CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE MIRABEL	Projet de Centre international
LES AMIS DE LA RELIURE D'ART - GROUPE CANADIEN	Le Livre de l'an 3000... mémoire de la vie urbaine
LES ARTS ET LA VILLE	Promotion des arts et de la culture au sein des communautés locales
MAISON DE LA CULTURE DE MERCIER	Festival le 3e Art, quinzaine d'activités culturelles des aînés de Mercier
MUSÉE STEWART AU FORT SAINTE-HÉLÈNE	Exposition "Napoléon...à l'Île Sainte-Hélène"
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL	Tournée au Japon, Allemagne, New-York et Floride - soutien à la promotion
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	Opération PME visant à sensibiliser les PME au besoin d'embaucher des ingénieurs
RENCONTRES INTERNATIONALES DU DOCUMENTAIRE DE MONTRÉAL	Rencontres internationales du documentaire de Montréal
RÉSEAU NEUROSCIENCE	Plan de développement
SOCIÉTÉ DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DU QUÉBEC	Symphonie du Millénaire
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LONGUEUIL	Étude de faisabilité pour l'implantation d'un complexe d'exposition thématique sur l'histoire et la baronnie de Longueuil
STUDIO DE MUSIQUE ANCIENNE DE MONTRÉAL	Soutien des tournées locales et internationales
TROC QUÉBEC	Étude de faisabilité
UNIVERSITÉ CONCORDIA - FACULTÉ DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION	Micamer
VISION CONCERTS	Les Ailes du feu

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

58. APPELS D'OFFRES POUR L'AGRANDISSEMENT DU PALAIS DES CONGRÈS

Q-58

SOMMES VERSÉES AUX PROFESSIONNELS ET AUX SOUMISSIONNAIRES**A Études de faisabilité (septembre 1997 – février 1998)**

<u>Fournisseurs</u>	<u>Disciplines</u>	<u>Coûts</u>
Tétreault, Parent, Languedoc	Architecture	48 000 \$
Consultants Trafix	Circulation	27 800 \$
Ruccolo-Faubert	Architecture	13 300 \$
Cournoyer Desgagné	Architecture	15 000 \$
Pellemon inc.	Génie mécanique	8 800 \$
SNC Lavalin inc.	Structure	10 000 \$
Pellemon inc.	Génie électrique	12 700 \$
Technorm inc.	Normes	3 800 \$
MJM	Acoustique	5 000 \$
Both Belle & Robb Ltd	Estimation	54 100 \$
Roy, Sanche, Gold & ass.	Évaluation foncière	14 700 \$
Jacky Bouilly et associés	Services alimentaires	9 000 \$
C.S.P. consultants	Sécurité	7 000 \$
Peter Urban Soland	Design urbain	17 900 \$
Jean-Marc Caron & ass.	Transport vertical	2 000 \$
D.G. ing.	Services souterrains	4 000 \$
Fournier, Gersovitz, Moss & ass.	Patrimoine	8 100 \$
Marc Fauteux et associés	Services paysagers	2 000 \$
Mignapro inc.	Maquettes	4 500 \$
Michel Bellerose Expert-conseil	Génie mécanique	6 300 \$
Dessau inc.	Structure	3 500 \$
LVM Tech inc.	Laboratoire de sol	2 900 \$
Laferrière, Daigle, chénard	Arpenteur-géomètre	8 200 \$
Technisol inc.	Laboratoire de sol	14 000 \$
Arkéos inc.	Archéologie	13 000 \$
Péloquin, Prud'homme	Assurances	1 000 \$
Décibel Consultants	Acoustique	2 200 \$
Tétreault, Parent, Languedoc	Étude d'ensoleillement	2 000 \$

B Analyse de la valeur (mars 1998)

<u>Fournisseurs</u>	<u>Disciplines</u>	<u>Coûts</u>
Tétreault, Parent, Languedoc	Architecture	2 000 \$
Soprin ADS	Structure	2 000 \$
Saïa et Barbarese	Architecture	2 000 \$
Pageau Morel & associés	Génie mécanique	2 000 \$
Bouthillette, Parizeau & ass.	Génie mécanique	2 000 \$
Gespro S.S.T. inc.	Gestion de projet	2 000 \$
Dessau inc.	Structure	2 000 \$
Pellemon inc.	Génie électrique	2 000 \$
Both Belle & Robb Ltd	Estimation	3 900 \$
Michel Bellerose Expert-conseil	Génie mécanique	2 000 \$

C Appel d'offres pour l'engagement des professionnels, du gérant de construction et des estimateurs (octobre 1998 à février 1999)

Rémunération des membres du jury :	nil
Frais de conception des propositions versées aux soumissionnaires :	nil

D Première étape design-construction : Appel de candidatures (mars 1999 – avril 1999)

Rémunération des membres du jury :	nil
Frais de conception des propositions versées aux soumissionnaires :	nil

E Deuxième étape design-construction : Appel sur invitation de propositions et soumissions (mai 1999 – septembre 1999)

 Rémunération des membres du jury : 21 000 \$

➤ Boudreau René, ingénieur	Pellemon	3 000 \$
➤ Menkès René, architecte	Menkès, Shooner, Dagenais	2 500 \$
➤ Béique Jacques, architecte	Béique, Thuot	3 000 \$
➤ Côté Jacques R., ingénieur	Pellemon	3 500 \$
➤ Houde Jules, ingénieur	(Retraité)	4 000 \$
➤ Gersovitz Julia, architecte	Fournier, Gersovitz, Moss & ass.	2 500 \$
➤ Dinsmore John, ingénieur	Conseil d'administration SPCM	2 500 \$

 Frais de conception des propositions versées aux soumissionnaires : 330 000 \$

➤ Axor inc.	110 000 \$
➤ Consortium Gespro / BFC / Divco	110 000 \$
➤ Hervé Pomerleau inc.	110 000 \$

F Final design-construction : Second appel sur invitation de propositions et soumissions (septembre 1999 – novembre 1999)

 Rémunération des membres du jury : 27 500 \$

➤ Careau Jean-Claude, ingénieur	(Retraité)	9 000 \$
➤ Nicolet Roger, ingénieur	Nicolet, Chartrand, Knoll	4 500 \$
➤ Audet-Lapointe Pierre, membre CA	Société du Palais des congrès de Montréal	3 500 \$
➤ Lessard Marie, urbaniste	(V.-doyenne aux études U. de Mtl)	5 000 \$
➤ Desbarats Guy, architecte	(Retraité)	5 500 \$

 Autres frais administratifs du comité (hôtel, transport, repas) : 5 848,11 \$

 Frais de conception des propositions versées aux soumissionnaires : 75 000 \$

➤ Axor inc.	25 000 \$
➤ Consortium Gespro / BFC / Divco	25 000 \$
➤ Hervé Pomerleau inc.	25 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**59. CONTRIBUTION DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE AU
FINANCEMENT DE L'AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT**

CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS AU FINANCEMENT DES COÛTS D'EXPLOITATION ET DE GESTION DES TRAINS DE BANLIEUE

Facturation des lignes de trains de banlieue 1999
Décret 414-97
Train /Kilomètre

	Budget 1999	Revenus trains	Réel 1999	Écart
	Dépenses trains			
Deux-montagnes	56% 24 571 000 \$	9 828 400 \$	24 281 921 \$	9 712 768 \$
Rigaud	44% 19 429 000 \$	7 771 600 \$	19 358 400 \$	7 743 360 \$
Total	44 000 000 \$		43 640 321 \$	115 632 \$

	Poids/tronçon					Subvention d'équilibre
Deux-Montagnes	0,7945	0,7945	7 808 664 \$	7 716 794 \$	91 869 \$	
CUM	0,116	0,1160	1 140 094 \$	1 126 681 \$	13 413 \$	
Laval	0,0895			0 \$	0 \$	
Tronçon Deux-Montagnes				0 \$	0 \$	
	Richesse foncière 97					
Deux-Montagnes	504 966 358 \$	19,5838%	1,7528%	170 241 \$	2 027 \$	170 241 \$ 9,79% 34 281,31 \$
Pointe-Calumet	146 584 189 \$	5,6849%	0,5088%	49 418 \$	588 \$	49 418 \$ 2,84% 9 951,35 \$
Ste-Marthe	293 402 310 \$	11,3789%	1,0184%	98 916 \$	1 178 \$	98 916 \$ 5,69% 19 918,58 \$
Ste-Eustache	1 448 026 022 \$	56,1580%	5,0261%	488 177 \$	5 812 \$	488 177 \$ 28,09% 98 304,02 \$
St-Joseph	185 508 460 \$	7,1945%	0,6439%	62 541 \$	745 \$	62 541 \$ 3,60% 12 593,85 \$
	2 578 487 339 \$	100,0000%		0 \$	0 \$	0 \$ 0,00% - \$
Total	1	1,0000	9 828 400 \$	9 712 768 \$	115 632 \$	869 293 \$ 50,01% 175 049 \$
Rigaud						
CUM	0,8878	0,8878	6 899 626 \$	6 874 555 \$	25 071 \$	
Tronçon Rigaud	0,1122			0 \$	0 \$	
	Richesse foncière 97					
Hudson	380 335 273 \$	12,4307%	1,3947%	107 999 \$	394 \$	107 999 \$ 6,21% 21 747,66 \$
Île Perrot	330 359 095 \$	10,7973%	1,2115%	93 808 \$	342 \$	93 808 \$ 5,40% 18 890,01 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	372 333 826 \$	12,1692%	1,3654%	105 727 \$	386 \$	105 727 \$ 6,08% 21 290,13 \$
Pincourt	359 730 870 \$	11,7573%	1,3192%	102 148 \$	373 \$	102 148 \$ 5,88% 20 569,49 \$
St-Lazare	609 506 061 \$	19,9208%	2,2351%	173 073 \$	631 \$	173 073 \$ 9,96% 34 851,70 \$
Terrasse-Vaudreuil	75 982 075 \$	2,4834%	0,2786%	21 576 \$	79 \$	21 576 \$ 1,24% 4 344,67 \$
Vaudreuil-Dorion	931 392 351 \$	30,4412%	3,4155%	264 475 \$	965 \$	264 475 \$ 15,22% 53 257,23 \$
	3 059 639 551 \$	100,0000%		0 \$	0 \$	
Total	1	1	7 771 600 \$	7 743 360 \$	28 240 \$	868 805 \$ 49,99% 174 951 \$
						350 000 \$
						1 738 098 \$ 100,00% 350 000,00 \$

	Budget 99		6 480 365,75 \$	Écart
Train de Blainville	40% 2 412 000,00 \$	40%	2 592 146,30 \$	(180 146,30) \$
		Revenu usagers	3 153 783,28 \$	
		Ristourne	604 837,00 \$	604 837,00 \$
		Facture nette	1 987 309,30 \$	412 294,29 \$
CUM	17,00%	410 040,00 \$	337 842,58 \$	72 197,42 \$
Laval	33,00%	795 960,00 \$	655 812,07 \$	140 147,93 \$
CIT BL	50,00%	1 206 000,00 \$	993 654,65 \$	212 345,35 \$
				206 147,15 \$
				6 198,20 \$

CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS AU FONDS D'IMMOBILISATIONS

CUM

Municipalité		Richesse foncière uniformisée 97	Facture du fonds		
Anjou	66010	2 044 951 930	204 495,19 \$	102 247,60 \$	102 247,60 \$
Baie-d'Urfé	66110	401 540 951	40 154,10 \$	20 077,05 \$	20 077,05 \$
Beaconsfield	66105	1 250 685 263	125 068,53 \$	62 534,26 \$	62 534,26 \$
Côte-Saint-Luc	66055	1 748 314 327	174 831,43 \$	87 415,72 \$	87 415,72 \$
Dollard-des-Ormeaux	66140	2 062 375 244	206 237,52 \$	103 118,76 \$	103 118,76 \$
Dorval	66085	1 894 983 778	189 498,38 \$	94 749,19 \$	94 749,19 \$
Hampstead	66060	630 019 135	63 001,91 \$	31 500,96 \$	31 500,96 \$
Kirkland	66100	1 189 495 336	118 949,53 \$	59 474,77 \$	59 474,77 \$
Lachine	66080	1 832 381 818	183 238,18 \$	91 619,09 \$	91 619,09 \$
LaSalle	66040	2 856 635 386	285 663,54 \$	142 831,77 \$	142 831,77 \$
L'Île-Bizard	66150	690 457 264	69 045,73 \$	34 522,86 \$	34 522,86 \$
Lile-Dorval	66090	3 549 546	354,95 \$	177,48 \$	177,48 \$
Montréal	66025	48 575 654 847	4 857 565,48 \$	2 428 782,74 \$	2 428 782,74 \$
Montréal-est	66005	614 526 663	61 452,67 \$	30 726,33 \$	30 726,33 \$
Montréal-Nord	66020	2 534 840 882	253 484,09 \$	126 742,04 \$	126 742,04 \$
Montréal-Ouest	66045	318 969 461	31 896,95 \$	15 948,47 \$	15 948,47 \$
Mont-Royal	66070	2 032 048 619	203 204,86 \$	101 602,43 \$	101 602,43 \$
Outremont	66065	1 590 885 955	159 088,60 \$	79 544,30 \$	79 544,30 \$
Pierrefonds	66130	1 978 318 314	197 831,83 \$	98 915,92 \$	98 915,92 \$
Pointe-Claire	66095	2 244 331 677	224 433,17 \$	112 216,58 \$	112 216,58 \$
Roxboro	66145	231 641 600	23 164,16 \$	11 582,08 \$	11 582,08 \$
Sainte-Anne-de-Bellevue	66115	353 902 666	35 390,27 \$	17 695,13 \$	17 695,13 \$
Sainte-Genève	66135	107 226 626	10 722,66 \$	5 361,33 \$	5 361,33 \$
Saint-Laurent	66075	5 602 496 738	560 249,67 \$	280 124,84 \$	280 124,84 \$
Saint-Léonard	66015	2 986 635 926	298 663,59 \$	149 331,80 \$	149 331,80 \$
Saint-Pierre	66050	146 535 341	14 653,53 \$	7 326,77 \$	7 326,77 \$
Senneville	66125	155 075 067	15 507,51 \$	7 753,75 \$	7 753,75 \$
Verdun	66035	2 308 002 111	230 800,21 \$	115 400,11 \$	115 400,11 \$
Westmount	66030	2 566 667 320	256 666,73 \$	128 333,37 \$	128 333,37 \$
Total		90 953 149 791,00 \$	9 095 314,98 \$	4 547 657,49 \$	4 547 657,49 \$
				- \$	- \$
				- \$	- \$
				- \$	- \$

S.T.R.S.M.

Municipalité		Richesse foncière	Facture du fonds	#VALEUR!	#VALEUR!
Boucherville	58035	2 340 866 722	234 086,67 \$	117 043,34 \$	117 043,34 \$
Brossard	58005	3 105 908 249	310 590,82 \$	155 295,41 \$	155 295,41 \$
Greenfield Park	58015	676 212 069	67 621,21 \$	33 810,60 \$	33 810,60 \$
Lemoyne	58025	145 702 056	14 570,21 \$	7 285,10 \$	7 285,10 \$
Longueuil	58030	4 994 247 167	499 424,72 \$	249 712,36 \$	249 712,36 \$
Saint-Hubert	58020	2 771 293 296	277 129,33 \$	138 564,66 \$	138 564,66 \$
Saint-Lambert	58010	1 279 049 896	127 904,99 \$	63 952,49 \$	63 952,49 \$
				- \$	- \$
				- \$	- \$
Total		15 313 279 455,00 \$	1 531 327,95 \$	765 663,97 \$	765 663,97 \$
				- \$	- \$
				- \$	- \$
				- \$	- \$

Laval

Municipalité		Richesse foncière uniformisée	Facture du fonds	#VALEUR!	#VALEUR!
Laval	65005	14 889 786 656	1 488 978,67 \$	744 489,33 \$	744 489,33 \$
Total		14 889 786 656,00 \$	1 488 978,67 \$	744 489,33 \$	744 489,33 \$

CONTRIBUTION DES AUTOMOBILISTES PAR MUNICIPALITÉ

ANNEE 1999 *** DU MOIS 01 AU MOIS 12

CIE TRANS	CODE GEO	NOM	NOMBRE AFFECT	MONTANT

REGION DE MONTREAL	55055	RICHELIEU	1611	\$47 285,98
	55060	NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS	1569	\$45 409,28
	55065	SAINT-MATHIAS-SUR-RICHELIEU	2447	\$71 258,74
	57005	CHAMBLY	10507	\$306 238,24
	57010	CARIGAN	2982	\$89 071,22
	57015	SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	13601	\$396 133,64
	57020	SAINT-BASILE-LE-GRAND	6705	\$197 173,06
	57025	MCMASTERVILLE	2132	\$62 270,18
	57030	OTTERBURN PARK	4320	\$125 771,24
	57035	MONT-SAINT-HILAIRE	8289	\$241 302,46
	57040	BELOEIL	11262	\$328 375,46
	57045	SAINT-MATHIEU-DE-BELOEIL	813	\$23 651,32
	59010	SAINTE-JULIE	14771	\$430 104,36
	59015	SAINT-AMABLE	4302	\$124 500,18
	59020	VARENNES	10579	\$309 474,20
	60005	CHARLEMAGNE	3175	\$92 362,06
	60010	LE GARDEUR	9464	\$275 797,48
	60015	REPENTIGNY	30024	\$878 259,34
	60020	SAINT-SULPICE	1941	\$57 043,84
	64005	LACHENAIE	11810	\$343 657,58
	64010	TERREBONNE	23591	\$685 723,64
	64015	MASCOUCHE	16383	\$476 428,96
	64020	LA PLAINE	8144	\$235 204,90
	67005	SAINT-MATHIEU	1163	\$33 513,06
	67010	SAINT-PHILIPPE	2319	\$67 971,82
	67015	LA PRAIRIE	9803	\$286 354,04
	67020	CANDIAC	7081	\$205 996,00
	67025	DELSON	3925	\$115 802,68
	67030	SAINTE-CATHERINE	8501	\$248 205,68
	67035	SAINT-CONSTANT	12164	\$355 166,30
	67040	SAINT-ISIDORE	1422	\$41 041,42
	67045	NERCIER	5140	\$149 961,56
	67050	CHATEAUGUAY	21258	\$620 794,72
	67055	LERY	1393	\$40 515,16
	67802	KAINAWAKE	2761	\$78 402,94
	70020	MAPLE GROVE	1519	\$44 332,26
	70025	BEAUMARNOIS	-27	\$173,46
	70060	HELOCHEVILLE	-6	\$34,30
	71055	POINTE-DES-CASCADES	619	\$17 704,68
	71060	L'ILE-PERROT	4985	\$147 226,38
	71065	NOTRE-DAME-DE-L'ILE-PERROT	4760	\$138 683,72
	71070	PINCOURT	5704	\$166 545,12

REPARTITION POUR LE POSTE COMPTABLE 552

ANNEE 1999 *** DU MOIS 01 AU MOIS 12

22

CIE TRANS	CODE GEO	NOM	NOMBRE AFFEC	MONTANT
REGION DE MONTREAL	71075	TERRASSE-VAUDREUIL	1185	\$34 333,32
	71090	VAUDREUIL-SUR-LE-LAC	909	\$26 333,58
	71100	HUDSON	3830	\$111 150,62
	71105	SAINT-LAZARE	6995	\$203 114,80
	72005	SAINT-EUSTACHE	22403	\$656 197,22
	72010	DEUX-MONTAGNES	8535	\$247 693,04
	72015	SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC	4915	\$143 246,60
	72020	POINTE-CALUMET	3081	\$88 898,74
	72025	SAINT-JOSEPH-DU-LAC	2869	\$83 267,66
	72035	OKA	-35	\$282,24
	73005	BOISBRIAND	13981	\$404 968,34
	73010	SAINTE-THERESE	13093	\$382 755,66
	73015	BLAINVILLE	18577	\$543 067,98
	73020	ROSEMERE	7395	\$214 931,64
	73025	LORRAINE	5368	\$156 326,66
	73030	BOIS-DES-FILION	4099	\$119 680,54
	73035	SAINTE-ANNE-DES-PLAINES	6449	\$186 753,70
	74005	MIRABEL	-143	\$979,02
	TOTAL POUR REGION DE MONTREAL		418402	-912 201 985,88
S.T.C.U.H.	66005	MONTREAL-EST	1339	\$41 442,24
	66010	ANJOU	16319	\$478 746,66
	66015	SAINT-LEONARD	28444	\$837 034,66
	66020	MONTREAL-NORD	27907	\$812 360,22
	66025	MONTREAL	326602	\$9 463 178,90
	66030	WESTMOUNT	8934	\$259 973,42
	66035	VERDUN	21332	\$620 974,06
	66040	LASALLE	30303	\$882 116,62
	66045	MONTREAL-OUEST	2375	\$69 427,12
	66050	SAINT-PIERRE	1600	\$47 144,86
	66055	COTE-SAINT-LUC	12442	\$363 714,26
	66060	HAMPSTEAD	3899	\$112 305,06
	66065	OUTREMONT	7990	\$234 045,66
	66070	MONT-ROYAL	8611	\$256 705,12
	66075	SAINT-LAURENT	29095	\$855 366,54
	66080	LACHINE	14355	\$420 664,02
	66085	DORVAL	8267	\$246 025,08
	66095	POINTE-CLAIRE	14215	\$418 211,08
	66100	KIRKLAND	10111	\$293 509,02
	66105	BEACONSFIELD	10683	\$310 526,72
	66110	BAIE-D'URFE	2224	\$64 955,38
	66115	SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE	2166	\$63 076,72
	66125	SENEVILLE	474	\$13 769,98
	66130	PIERREFONDS	26176	\$762 189,12
	66135	SAINTE-GENEVIEVE	1610	\$46 249,14
	66140	DOLLARD-DES-ORMEAUX	22985	\$668 949,96
	66145	ROXBORO	2802	\$82 728,66
	66150	LAKEVIEW	113	\$722,50

REPARTITION POUR LE POSTE COMPTABLE 552

ANNEE 1999 *** DU MOIS 01 AU MOIS 12

CIE TRANS	CODE GEO	NOM	NOMBRE AFEC	MONTANT
		TOTAL POUR S.T.C.U.M.	650673	010 941 112,60
S.T.L.-LAVAL	65005	LAVAL	173047	65 069 244,04
		TOTAL POUR S.T.L.-LAVAL	173047	65 069 244,04
S.T.R.S.M.	58005	BROSSARD	31113	0908 092,50
	58010	SAINT-LAMBERT	11189	\$327 808,04
	58015	GREENFIELD PARK	7712	\$227 011,12
	58020	SAINT-HUBERT	38344	\$1 113 582,82
	58025	LEMOYNE	2153	\$63 642,18
	58030	LONGUEUIL	57170	\$1 673 792,96
	59005	BOUCHERVILLE	20085	\$590 235,38
		TOTAL POUR S.T.R.S.M.	167766	04 904 165,00
			=====	=====
			1413661	\$41 352 908,58

Contribution des sociétés de transport: néant

Contribution provenant de la taxe spéciale sur l'essence: 44 568 \$.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**60. DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION MARIE-VICTORIN
EN 1999-2000 ET LES PRÉVISIONS POUR 2000-2001**

Il importe de rappeler que la Société de gestion Marie-Victorin a été constituée comme personne morale à fonds social par la *Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal* (L.Q. 1998, chapitre 47), pour acquérir de la Ville de Montréal le Biodôme, le Jardin botanique et le Planétarium.

Par ailleurs, en vertu d'un contrat de concession entre la Société de gestion Marie-Victorin et la Ville de Montréal, approuvé par le Conseil municipal (CO-1998-02495) le 24 novembre 1998 et signé par la Société le 7 décembre 1998, la Société a remis la possession et la jouissance des équipements à la Ville de Montréal pour que cette dernière les exploite de façon exclusive et pour son propre compte. C'est donc la Ville qui est responsable de l'exploitation, du développement et du rayonnement des équipements.

En vertu du même contrat, les comptes à recevoir et les comptes à payer relatifs aux équipements, qu'ils soient antérieurs ou postérieurs à la signature de ce contrat, sont recouvrés et payés par la Ville et non pas par la Société comme le prévoyait l'article 22 de la loi mentionnée ci-haut. C'est la Ville de Montréal qui garantit le paiement en capital et intérêt des emprunts de la Société de même que l'exécution de toute obligation de la Société, qui doit avancer à la Société tout montant jugé nécessaire à la poursuite de sa mission et qui doit verser à la Société toutes les sommes nécessaires pour assurer l'équilibre budgétaire de celle-ci (Art. no 25 de la loi).

En conséquence, la Société de gestion Marie-Victorin, dont le conseil d'administration ne s'est réuni que quelques fois depuis sa création, n'a qu'un budget très modeste. C'est la Ville de Montréal qui met à la disposition de la Société les fonds nécessaires pour ses activités courantes.

En 1999, le budget d'opération de la Société de gestion Marie-Victorin s'élevait à 45 000 \$, consistant principalement en honoraires professionnels pour services juridiques.

Pour l'exercice 2000, la Ville de Montréal a mis à la disposition de la Société de gestion Marie-Victorin (C.E. R200.032) une somme de 70 000 \$ pour ses dépenses d'opération qui serait répartie ainsi :

- un maximum de 20 000 \$ pour des services professionnels de la direction (20 heures par mois au maximum)
- une prévision budgétaire de 50 000 \$ qui serait affectée à la réalisation d'une étude de clientèle et d'une évaluation des activités relatives aux équipements susceptibles de faire l'objet d'une entente, dans le cadre du pacte fiscal métropolitain.

Pour l'exercice 2000, le budget de la Ville de Montréal relatif aux équipements en question se répartit ainsi :

- le budget d'opération : 49,8 M\$ (exploitation et service de dette)
- les revenus estimés : 13,6 M\$
- le budget d'immobilisation : environ 1,0 M\$ selon l'importance de la contribution des partenaires financiers.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**61. CENTRES LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
ET DE LA RÉGION DE LAVAL**

Q-61

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Étude des crédits 2000-2001

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Questions relevant du Sous-ministériat au développement et aux projets de la métropole

Question 61 : CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LAVAL

- | | | |
|----|---|--|
| a) | Membres du conseil d'administration :
Durée du mandat : | voir annexe A
Mandat d'un an qui se terminera lors de l'assemblée générale annuelle, prévue vers
mai-juin 2000 (Règlements généraux, article 4.3.1) |
| b) | Copie des actes constitutifs : | voir annexe B |
| c) | Ventilation budgétaire 1999-2000 et
prévisions budgétaires 2000-2001 : | voir annexe C |
| d) | Description de leur territoire
et quartiers couverts : | Tout le territoire de Laval |



ANNEXE A

Membres des conseils d'administration

Membres du Conseil d'administration 1999-2000

NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES REPRÉSENTÉS		
SECTEUR À VOCATION ÉCONOMIQUE			
D'AMBROSIO, John Président CLD : Membre du CA	Office du Tourisme de Laval		
LEFEBVRE, Robert Membre du CA CLD : Vice-président	Laval Technopole		
SECTEUR AGRICOLE			
LACROIX, Gilles Président CLD : membre du CA	Union des producteurs agricoles Secteur de Laval		
SECTEUR MRC			
VAILLANCOURT, Gilles Maire et préfet de la MRC CLD : membre du CA	Ville de Laval		

NOMS DES MEMBRES / TITRES		ORGANISMES REPRÉSENTÉS	
▶ SECTEUR MUNICIPAL			
BOILEAU, André Conseiller municipal et vice-président du C.E. CLD : secrétaire-trésorier	Ville de Laval		
▶ SECTEUR INSTITUTIONNEL			
BÉDARD, Jean-Louis Président CLD : Président	Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval		
▶ SECTEUR COMMUNAUTAIRE			
MARTEL, Pierre Administrateur CLD : membre du CA	Conseil régional de l'environnement de Laval		
▶ SECTEUR COOPÉRATIF ET ÉCONOMIE SOCIALE			
LORANGER, Manon Représentante CLD : membre du CA	Comité régional d'économie sociale de Laval		
▶ SECTEUR TRAVAILLEURS ET SYNDICATS			
FRADETTE, Christiane Représentante CLD : membre du CA	Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)		

NOMS DES MEMBRES / TITRES		ORGANISMES REPRÉSENTÉS	
MEMBRES OBSERVATEURS			
CARON, Manon Directrice générale CLD : observateur	Conseil régional de développement de Laval (CDRL)		
CLICHE, David Ministre délégué à l'Autoroute de l'informa- tion et aux Services gouvernementaux et responsable de la région de Laval CLD : observateur	Député de Vimont		
DESROSIERS, Gaétan Sous-ministre CLD : observateur	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole		
FACAL, Joseph Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes CLD : observateur	Député de Fabre		
FONTAINE, Michel Directeur régional CLD : observateur	Emploi-Québec		

NOMS DES MEMBRES / TITRES		ORGANISMES REPRÉSENTÉS	
MEMBRES OBSERVATEURS (SUITE)			
LEDUC, Lyse Adjointe parlementaire de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux CLD : observateur	Députée de Mille-Îles		
MÉNARD, Serge Ministre de la Sécurité publique CLD : observateur	Député de Laval-des-Rapides		
MULCAIR, Thomas Leader adjoint de l'opposition officielle CLD : observateur	Député de Chomedey		

ANNEXE B

Copie des actes constitutifs

Québec

35

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III

(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT
(CLD) DE LAVAL**

FAIT À QUÉBEC LE 13 MAI 1998

**Déposées au registre le 13 mai 1998
sous le matricule 1147711775**



Gouvernement
du Québec
**L'Inspecteur
général des
institutions
financières**

1350D55L77C11MA

Inspecteur général des institutions financières

Contresignataire

1 - Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°, rue, municipalité, code postal)
Gilles Vaillancourt	maire, Ville de Laval	4673 Croissant des Iles, Ville de Laval, Qc H7W 9Z7
Robert Lefebvre	ingénieur	108 rue des Bouleaux, Ste-Thérèse, Qc J7E 5N5
Jean-Louis Bédard	directeur provincial marketing	1515 rue Mingan, Ste-Dorothée, Ville de Laval, Qc H7Y 1W1

2 - Siège social

Le siège social de la corporation est situé:
à Ville de Laval

3 - Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Gilles Vaillancourt
Robert Lefebvre
Jean-Louis Bédard

4 - Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5 - Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir le développement économique, social et culturel, et sans limiter la portée de ce qui précède :

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services ;
- Élaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi ;
- Élaborer en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale ;
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi de son territoire ;
- Exécuter, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement local.

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6 - Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de douze (12) administrateurs ; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la *Loi sur les compagnies*.

3. EMPRUNT

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation ;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables ;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du *Code civil du Québec*, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la *Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations*.

C) Ventilation budgétaire détaillée pour 1999-2000 de chacun des centres locaux de développement et les prévisions pour 2000-2001

CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LAVAL	Budget 1999-2000
Fonctionnement + économie sociale	1 204,7
Fonds local d'investissement - Volet jeunes	200,4
Fonds local d'investissement - Prêts, placement & avances	602,7
Créances douteuses	183,9
Sous-total CLD de Laval	2 191,7

Les données pour 2000-2001 ne sont pas complétées actuellement.

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole**Étude des crédits 2000-2001****Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle****Questions relevant du Sous-ministériat au développement et aux projets de la métropole**

Question 61 : CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT BANLIEUE (Anjou-Montréal-Est, Lachine, Lasalle, Ville Mont-Royal/Outremont, Ouest-de-l'Île, Verdun

- a) **Membres des conseils d'administration :** voir Annexe A
Durée du mandat :
- b) **Copie des actes constitutifs :** voir Annexe B
- c) **Ventilation budgétaire 1999-2000** "
et prévisions budgétaires 2000-2001 : voir Annexe C
- d) **Description de leur territoire**
et quartiers couverts voir Annexe D

ANNEXE A

Membres des conseils d'administration

**MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CLD ANJOU / MONTRÉAL-EST****MEMBRES VOTANTS (13)****COLLÈGE ÉLECTORAL****MILIEU MUNICIPAL (6) :****Luis Miranda**

Gilles Bertrand

André Hénault

Yvon Labrosse

Micheline Gagnon

Daniel L'Écuyer

Conseil municipal d'Anjou

Conseil municipal d'Anjou

Conseil municipal d'Anjou

Conseil municipal de Montréal-Est

Conseil municipal de Montréal-Est

Conseil municipal de Montréal-Est

MILIEU DES AFFAIRES (2) :

Benoît Lachapelle

Andrée Potvin

MILIEU COOPÉRATIF (1) :

Danielle Lortie

Caisse populaire d'Anjou

MILIEU DU TRAVAIL (1) :

Yves Meunier

Syndicat FTQ

MILIEU COMMUNAUTAIRE (1)

Micheline Asselin

MILIEU INSTITUTIONNEL (1) :

Lise Séguin

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

AUTRE (1) :

Michel Simard

MEMBRES NON VOTANTS**MEMBRES D'OFFICE (3) :**

Jean Laflamme (CLD)

Jean-Marc Nolet (CLE)

Gérard Vibien (MAMM)

OBSERVATEURS DE DROIT (2) :Jean-Sébastien Lamoureux, MAN, circonscription
d'Anjou

Nicole Léger, MAN, circonscription Pte-aux-Trembles

INVITÉS :

Gilles Dault (comm. industriel Anjou)

Isabelle Leblond (CJE)

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLD DE LACHINE

MEMBRES VOTANTS (11)

MILIEU MUNICIPAL (3) :

Robert Farineau (conseiller municipal)
Yves Lemire (conseiller municipal)
Pierre Villeneuve (directeur)

MILIEU COMMUNAUTAIRE (2) :

Yves Picard
Jocelyne Vaillant

MILIEU DES AFFAIRES (2) :

Thérèse Gagnon
Vacant : (1)

MILIEU COOPÉRATIF (1)

Guy Lemieux

MILIEU DU TRAVAIL (1) :

Pierre Arseneault

MILIEU INSTITUTIONNEL (2) :

Josée Mallette
Michel Ménard

MEMBRES NON VOTANTS

MEMBRES D'OFFICE (3):

Georgette Riquoir (CLE)
Gérard Vibien (MAMM)
Vacant : (1) (CLD)

OBSERVATEUR DE DROIT (1) :

François Ouimet, MAN, circonscription de Marquette

Ministère des Affaires municipales
et de la Métropole
1999-12-13

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLD DE LASALLE

MEMBRES VOTANTS (15)

MILIEU MUNICIPAL (3) :

Danielle Mimeault
Monique Vallée
André Bourbonnais

MILIEU COMMUNAUTAIRE (2) :

Suzanne Proulx
Philippe Tisseur

MILIEU DES AFFAIRES (4) :

Josée Asselin
Yves Meunier
Jean-Guy Marceau
Pierre Plante

MILIEU COOPÉRATIF (1)

Mario Lavoie

MILIEU DU TRAVAIL (2) :

Sylvain Larivière
André Malette

MILIEU INSTITUTIONNEL (3) :

Normand Dubé
Robert Goyer
Raquel Rivera

MEMBRES NON VOTANTS

MEMBRES D'OFFICE (3) :

Maryse Langlois (CLE)
Gérard Vibien (MAMM)
Vacant : (1) (CLD)

OBSERVATEUR DE DROIT (1) :

Monique Jérôme-Forget , MAN, circonscription de
Marguerite-Bourgeoys)

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLD VILLE MONT-ROYAL / OUTREMONT

MEMBRES VOTANTS (10)

MILIEU MUNICIPAL (4)

COLLÈGE ÉLECTORAL

Donald Archambault
Yvette Lafleur
Cliff Carey
Jean-Pierre Gauvin

Conseil municipal de Ville d'Outremont
Conseil municipal de Ville d'Outremont
Conseil municipal de Ville Mont-Royal
Conseil municipal de Ville Mont-Royal

MILIEU DES AFFAIRES (2)

Marc Desjardins
Jean Lessard

Conseil municipal de Ville Mont-Royal
Chambre de commerce de Ville d'Outremont

MILIEU DU TRAVAIL (1)

Bernard Veilleux

Conseil municipal de Ville d'Outremont

MILIEU COMMUNAUTAIRE (1)

Colette Charest

Service des loisirs de Ville Mont-Royal

MILIEU COOPÉRATIF (1)

Gilles Lefort

Caisse populaire de Ville Mont-Royal

MILIEU INSTITUTIONNEL (1)

Nicole Pichette

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

MEMBRES NON VOTANTS

MEMBRES D'OFFICE (3)

Guy Landry (CLD)
Dick Malek (CLE)
Gérard Vibien (MAMM)

OBSERVATEURS DE DROIT (2)

Pierre-Étienne Laporte, MAN, circonscription d'Outremont
André Tranchemontagne, MAN, circonscription de Ville Mont-Royal

INVITÉS (2)

Marie Potvin, attachée politique du député de Ville d'Outremont
Constant Digirolamo, attaché politique du député de Ville Mont-Royal

Ministère des Affaires municipales
et de la Métropole
2000-02-17

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLD DE L'OUEST-DE-L'ÎLE / WEST ISLAND

MEMBRES VOTANTS (19)

MILIEU MUNICIPAL (5) :

Jacques Cardinal (maire de Ste-Geneviève)
Marcel Morin (maire de Pierrefonds)
Bill McMurchie (maire de Pointe-Claire)
Anne Myles (maire de Baie d'Urfé)
Peter Yeomans (maire de Dorval)

MILIEU DES AFFAIRES (7) :

Linda Brunet
Roderick Budd
Monique Dallaire
Steve MacDonell
Roger Morin
Faraj Nakhleh
Vacant : (1)

MILIEU DU TRAVAIL (2) :

Marjolaine Lefebvre
Vacant : (1)

MILIEU COMMUNAUTAIRE (2) :

Ann Davidson
Mario Pilote jr

MILIEU COOPÉRATIF (1)

Marjorie Léon

MILIEU INSTITUTIONNEL (2) :

Keith W. Henderson
Sonia Lalonde

MEMBRES NON VOTANTS

MEMBRES D'OFFICE (3) :

Georges Nydam ((CLD)
Louise Piché (CLE)
Gérard Vibien (MAMM)

OBSERVATEURS DE DROIT (3) :

Geoffrey Kelly, MAN, circonscription de Jacques-
Cartier
Pierre Marsan, MAN, circonscription de Robert-
Baldwin
Russell Williams, MAN, circonscription de Nelligan

INVITÉS (10):

Ovide Baciú (maire de Roxboro)
André Campagna
Edward Janiszewski (maire de D.-d.-O.)
Roy Kemp (maire de Beaconsfield)
Normand Marinacci (maire de l'Île-Bizard)
Marti McFadzean
George McLeish (maire de Senneville)
John Meaney (maire de Kirkland)
Bill Tierney (maire de Ste-Anne-de-Bellevue)
Jacques Vézina

7

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLD VERDUN

MEMBRES VOTANTS (19)

MILIEU MUNICIPAL (4) :

Gilles Baril
Georges Bossé
Robert Filiatreault
Alain Laroche

MILIEU COMMUNAUTAIRE (1) :

Renée Caron

MILIEU DES AFFAIRES (4) :

Mireille Dubuc
Christian Perreault
Martine Lévesque
Vacant : (1)

MILIEU COOPÉRATIF (2)

Johanne Collins
Vacant : (1)

MILIEU DU TRAVAIL (1) :

Denise Bergeron

MILIEU INSTITUTIONNEL (4) :

Christiane Brazeau-Patenaude
Roger Cadieux
Jean-Marc Tisseur
Vacant : (1)

MILIEU JEUNESSE (1)

Nicole Lemire

MILIEU AUTRE (2)

Benoît Lemay
Louis Mercier

MEMBRES NON VOTANTS

MEMBRES D'OFFICE (3):

Josée Bergeron (CLE)
Marc Cloutier (CLD)
Gérard Vibien (MAMM)

OBSERVATEURS

OBSERVATEUR DE DROIT (1) :

Henri-François Gautrin, MAN, circonscription de
Verdun

Ministère des Affaires municipales
et de la Métropole
2000-03-15

ANNEXE B

Copie des actes constitutifs

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT
ANJOU/MONTRÉAL-EST**

FAIT À QUÉBEC LE 9 MARS 1999

*Déposées au registre le 9 mars 1999
sous le matricule 1148383772*



Gouvernement
du Québec
L'Inspecteur
général des
institutions
financières

Inspecteur général des institutions financières

Contratsignataire

S950D52L77C30MA

1- Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°, rue, municipalité, code postal)
DAULT, Gilles	Commissaire Industriel	1108 rue St-Viateur Outremont, Québec H2V 1Y7
L'ECUYER, Daniel	Directeur Génér. Montréal-Est	11,540 rue Verville Montréal, Québec H3L 3G4
BERTRAND, Gilles	Directeur Génér. Anjou	6880 boul. Des Roseraies, # 503 Ville d'Anjou, Québec H1M 3R7

2- Siège social

Le siège social de la corporation est situé:

7701 boulevard Louis-H. Lafontaine
Ville d'Anjou, Québec H1K 4B9

3- Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Monsieur Gilles Dault

Monsieur Daniel L'Ecuyer

Monsieur Gilles Bertrand

4- Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions.

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5 - Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir le développement économique, social et culturel, et sans limiter la portée de ce qui précède :

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services;
- Élaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi;
- Élaborer, en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale;
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi de son territoire;
- Exécuter, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes, du gouvernement, concernés par le développement local;
- Élaborer des politiques générales d'expansion et de développement industriel et commercial et voir à l'application des stratégies et des plans d'action;
- Favoriser et assurer le développement économique des villes d'Anjou et de Montréal-Est;
- Assister les dirigeants d'entreprises dans la préparation de leurs projets de développement, tel que démarrage, expansion, exportation, refinancement;
- Agir à titre de promoteur économique des territoires d'Anjou et de Montréal-Est;

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6- Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de 13 administrateurs; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la *LOI SUR LES COMPAGNIES*.

3. EMPRUNT.

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque, les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du CODE CIVIL DU QUÉBEC, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la *LOI SUR LES POUVOIRS SPÉCIAUX DES CORPORATIONS*.

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE
LACHINE (CLD LACHINE)**

FAIT À QUÉBEC LE 9 MARS 1999

**Déposées au registre le 9 mars 1999
sous le matricule 1148383954**



S950DS4L59C30MA

R. S. Turcotte
Inspecteur général des institutions financières

Diane D. Lante
Contresignataire

1- Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°, rue, municipalité, code postal)
VILLENEUVE, Pierre	Directeur Ville de Lachine	205, 53 ^e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Z3
MÉNARD, Michel	Chef d'équipe Office municipal d'habitation de Lachine	877, 53 ^e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Z7
PICARD, Yves	Directeur général Carrefour Jeunesse Emploi de Marquette	6248, rue de Saint-Vallier Montréal (Québec) H2S 2P5

2- Siège social

Le siège social de la corporation est situé:

Ville de Lachine (Québec)

3- Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Pierre Villeneuve
Michel Ménard
Yves Picard

4- Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5- Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir le développement économique, social et culturel, et sans limiter la portée de ce qui précède :

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services;
- Elaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi;
- Elaborer en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale;
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi de son territoire;
- Exécuter, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement local.

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6- Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de 15 administrateurs; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la Loi sur les compagnies.

3. EMPRUNT

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations.

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE
LASALLE ET ST-PIERRE**

FAIT À QUÉBEC LE 11 MARS 1999

*Déposées au registre le 11 mars 1999
sous le matricule 1148391478*



S150D58L74C11MA

R. S. Turcotte
Inspecteur général des institutions financières

Diane Plante
Contresignataire

1 - Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°, rue, municipalité, code postal)
Meunier Yves	Commissaire au développement économique	295, 35e Avenue, Lachine H8T 1Z7
Mimeault Danielle	Chef de division Développement communautaire	4630 boulevard LaSalle, Verdun H4G 2A8
Bernardin Pierre	Directeur général de la Ville de St-Pierre	20 D'Auteuil, Ste-Julie J0L 2S0

2 - Siège social

Le siège social de la corporation est situé:

55 Dupras, LaSalle

3 - Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Bernardin Pierre
Meunier Yves
Mimeault Danielle

4 - Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1,000,000.00 \$

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5 - Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir le développement économique, social et culturel et sans limiter la portée de ce qui précède :

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services ;
- Élaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi ;
- Élaborer, en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale ;
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi de son territoire ;
- Exécuter, sur autorisation de la ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement local.

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6. Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de 17 administrateurs ; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la *Loi sur les compagnies*.

3. EMPRUNT

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation ;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables ;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la *Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations*.

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III

(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT
MONT-ROYAL/OUTREMONT

FAIT À QUÉBEC LE 9 MARS 1999

Déposées au registre le 9 mars 1999
sous le matricule 1148385595



Gouvernement
du Québec
L'Inspecteur
général des
institutions
financières

Inspecteur général des institutions financières

Contresignataire

S950D55L95C50MA

1. Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont :

		Adresse
Michel Gagnon	Directeur général, Outremont	543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont, H2V 4R2
Duncan E. Campbell	Directeur général, Ville Mont-Royal	90, avenue Roosevelt Ville Mont-Royal, Québec H3R 1Z5
Guy Landry	Directeur du développement économique	982, boul. Jacques St-André Blainville, Québec J7C 5H3

2. Siège social

Le siège social de la corporation est situé : Ville Mont-Royal

3. Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont :

Michel Gagnon
Duncan E. Campbell
Guy Landry

4. Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions de dollars.

Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants :

Promouvoir le développement économique, social et culturel, et sans limiter la portée de ce qui précède :

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services;
- Élaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi;
- Élaborer en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale;
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi de son territoire;
- Exécuter, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement local.

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

64
6- Autres dispositions (selon le cas)

1. ACTIONS

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter une résolution pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de 10 administrateurs; ce nombre peut-être modifié conformément à la Loi sur les compagnies.

3. EMPRUNT

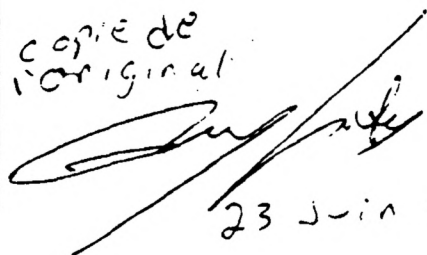
Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.
- d) Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., c. P-16).

4. LIQUIDATION OU DISTRIBUTION DE BIENS

Au cas de liquidation de la corporation ou de distribution de ses biens, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue.

copie de
l'original



23 Juin 1999

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE
L'OUEST-DE-L'ÎLE / WEST ISLAND**

FAIT À QUÉBEC LE 3 MARS 1999

*Déposées au registre le 3 mars 1999
sous le matricule 1148370290*



Gouvernement
du Québec
L'Inspecteur
général des
institutions
financières

Inspecteur général des institutions financières

Contresignataire

S350D50L92C00MA

1 - Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°, rue, municipalité, code postal)
Tierney, Bill	Professeur	42, Perreault, Ste-Anne-de-Bellevue, Qué. H9X 2C9
Macdonell, Steve	Banquier	731, Antonine Maillet, Outremont, Qué. H2V 2Y4
Brunet, Linda	Femme d'affaires	27, John White, Kirkland, Qué. H9J 1L4
Morin, Roger	Comptable	4, Saddlewood, Pointe-Claire, Qué. H9R 5S6
Nydam, Georges	Économiste	15, Coolbreeze, Pointe-Claire, Qué. H9S 5G3

2 - Siège social

Le siège social de la corporation est situé: dans la Ville de Pointe-Claire.

3 - Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Bill Tierney
Steve Macdonell
Linda Brunet
Roger Morin
Georges Nydam

4 - Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions.

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5 - Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir le développement économique et social du West Island et des villes participantes, sans limiter la portée de ce qui précède:

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services;
- Elaborer en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale et des entreprises.
- Elaborer et exécuter un plan d'action local pour le développement de l'économie et de l'emploi dans les villes participantes.
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi de l'Ouest de l'île.
- Encourager la coopération et la concertation des communautés du West Island en matière de développement économique et social
- Exécuter, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement du West Island.

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6- Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le Conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le Conseil d'administration est composé de 18 administrateurs; ce nombre peut-être modifié conformément à l'article 87 de la Loi sur les compagnies.

3. EMPRUNT

Le Conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun:

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations.

4. LIQUIDATION

En cas de liquidation de la corporation, les biens de la corporation seront dévolus à une des organisations exerçant une activité analogue.

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT VERDUN

FAIT À QUÉBEC LE 9 MARS 1999

*Déposées au registre le 9 mars 1999
sous le matricule 1148385637*



Gouvernement
du Québec
L'Inspecteur
général des
institutions
financières

S950D57L36C50MA

inspecteur général des institutions financières

Contresignataire

1- Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont :

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°, rue, municipalité, code postal)
CADIEUX, Roger	Médecin	6201, boul. LaSalle Verdun (Québec) H4H 1P8
LAROCHE, Alain	Commissaire au développement local	511, rue Hall Verdun (Québec) H3E 1H3
PASQUINI, Bruno	Commandant Chef de police	3617, rue Wellington Verdun (Québec) H4G 1T9

2- Siège social

Le siège social de la corporation est situé :

4000, boul. LaSalle, 6e étage, Verdun, Québec, H4G 2A3

3- Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont :

M. Roger Cadieux
M. Alain Laroche
M. Bruno Pasquini

4- Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à : 1,000,000.00 \$

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5 - Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir de développement économique, social et culturel, et sans limiter la portée de ce qui précède;

- Regrouper ou coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et assurer le financement de ces services;
- Elaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi;
- Elaborer en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie social;
- Agir en tant que comité consultatif auprès du centre local d'emploi et son territoire
- Exécuter, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement local.

La corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous les projets ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6. Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de 21 administrateurs; ce nombre peut-être modifié conformément à l'article 87 de la loi sur les compagnies.

3. EMPRUNT

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations.

ANNEXE C

**Ventilation budgétaire 1999-2000
Prévisions budgétaires 2000-2001**

C) Ventilation budgétaire détaillée pour 1999-2000 de chacun des centres locaux de développement et les prévisions pour 2000-2001

CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DES BANLIEUES	Budget 1999-2000
Fonctionnement + économie sociale de Banlieue	2 342,1
Fonds local d'investissement - Volet jeunes(4)	582,6
Fonds local d'investissements - Prêts, placement & avances	1 416,4
Créances douteuses	421,9
Sous-total CLD-Banlieue	4 763,0

Les données pour 2000-2001 ne sont pas complétées actuellement.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET DES DÉBOURSÉS AU 31 OCTOBRE 1999

(en dollars)

POSTES BUDGÉTAIRES	BUDGET			ENGAGEMENTS 1999-2000 (4)	DÉBOURSÉS AU 31-10-99 (5)	SOLDE ENGAG/BUDGET (6) = (3) - (4)	REMARQUES (contractants, montants des contrats, etc.)
	1998-1999 (1)	1999-2000 (2)	TOTAL (3) = (1) + (2)				
FONCTIONNEMENT : GUICHET MULTISERVICES							
1) Accueil, information et référence							Corporation de Développement économique et communautaire Anjou/Montréal Est (CDEC)
Honoraires (contractants)	5 571,00	26 790,36	32 361,36	27 635,56	17 746,86	4 725,82	
Équipement et fournitures de bureau		15 911,89	15 911,89	15 911,89	2 153,73	-	
Assurances		395,00	395,00	49,62	0,94	345,16	Total fonctionnement Guichet Multiservices: 107 285,00 \$
Loyer		1 500,00	1 500,00	1 000,00	-	500,00	* Le loyer est subventionné par la municipalité d'Anjou
Divers (publicité, etc.)		19 504,51	19 504,51	19 504,51	5 976,99	-	
Réserve non allouée		5 000,00	5 000,00			5 000,00	
Sous-total	6 571,00	68 161,76	74 672,76	64 101,76	25 678,64	10 571,00	
2) Formation en entrepreneuriat							Corporation de Développement économique et communautaire Anjou/Montréal Est (CDEC)
Rémunération (honoraires)		23 193,22	23 193,22	23 193,22	5 586,23	-	
Autres dépenses	-					-	
Sous-total	-	23 193,22	23 193,22	23 193,22	5 586,23	-	
3) Plan local d'action concertée (PLACÉE)							
Rémunération (honoraires)		13 500,00	13 500,00	13 500,00	7 200,00	-	Corporation de Développement économique et communautaire Anjou/Montréal Est (CDEC)
Autres dépenses		1 500,00	1 500,00	1 500,00	600,00	-	
Sous-total	-	15 000,00	15 000,00	15 000,00	8 000,00	-	
FONDS D'AIDE AUX JEUNES PROMOTEURS							
Fonctionnement (honoraires)			-			-	Total contrat fonctionnement (honoraires) : 0 \$
Subventions		16 411,00	16 411,00			16 411,00	Total Subvention: 16 411\$
Sous-total	-	16 411,00	16 411,00	-	-	16 411,00	
FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE							
Fonctionnement (honoraires)		6 900,00	6 900,00	6 900,00	-	-	Corporation de Développement économique et communautaire Anjou/Montréal Est (CDEC)
Subventions	45 918,00		45 918,00			45 918,00	Total contrat fonctionnement (honoraires) 15% * 45 918\$: 6880 \$
Sous-total	45 918,00	6 900,00	52 818,00	6 900,00	-	45 918,00	Total Subvention: 45 918\$
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT							
Fonctionnement (honoraires)		10 236,00	10 236,00	10 236,00	2 783,12	-	Corporation de Développement économique et communautaire Anjou/Montréal Est (CDEC)
Prêts	136 463,00	136 463,00	272 926,00	-	-	272 926,00	Total contrat fonctionnement (honoraires) 15% * (50% * 136 463 \$): 10 2
Sous-total	136 463,00	146 699,00	283 161,00	10 236,00	2 783,12	272 926,00	Total Subvention: 272 926 \$
GRAND TOTAL	187 962,00	277 364,00	465 266,00	119 430,00	42 227,98	345 828,00	

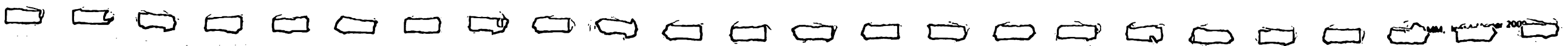
MAR 21 '00 14:28

514352115

PAGE: 03

CLD DE LACHINE
ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET DES DÉBOURSÉS AU 31 OCTOBRE 1999
(en dollars)

POSTES BUDGÉTAIRES	BUDGET			ENGAGEMENTS 1999-2000 (4)	DÉBOURSÉS AU 31-10-99 (5)	SOLDE ENGAG./BUDGET (6) = (3) - (4)	REMARQUES (contractants, montants des contrats, etc.)
	1998-1999 (1)	1999-2000 (2)	TOTAL (3) = (1) + (2)				
FONCTIONNEMENT : GUICHET MULTISERVICES							
1) Accueil, information et référence							
Vérificateur	-	1 000,00	1 000,00	-	-	1 000,00	Destorges Germain Gendron comptables = 1000
Honoraires (agent de développement)	-	6 190,00	6 190,00	-	-	6 190,00	
Équipement et fournitures de bureau	-	5 000,00	5 000,00	-	-	5 000,00	
Assurances	-	600,00	600,00	-	-	600,00	Contrat à venir pour l'assurance
Loyer	-	4 500,00	4 500,00	-	-	4 500,00	
Divers (téléphone, allocations, promotion, etc.)	-	1 000,00	1 000,00	-	-	1 000,00	
Réserve non allouée	4 798,00	202,00	5 000,00	-	-	5 000,00	
Sous-total	4 798,00	18 492,00	23 290,00	-	-	23 290,00	
2) Formation en entrepreneuriat (CEGEP)							
Rémunération (honoraires)	-	-	-	-	-	-	Cegop André Laurendeau Leselle
Autres dépenses	-	1 000,00	1 000,00	-	-	1 000,00	Pas de contrat.
Sous-total	-	1 000,00	1 000,00	-	-	1 000,00	
3) Plan local d'action concertée (PLACÉE)							
Rémunération (honoraires)	-	-	-	-	-	-	
Autres dépenses	-	15 000,00	15 000,00	-	-	15 000,00	
Sous-total	-	15 000,00	15 000,00	-	-	15 000,00	
FONDS D'AIDE AUX JEUNES PROMOTEURS (SAJE)							
Fonctionnement (honoraires)	-	2 370,00	2 370,00	2 370,00	-	-	SAJE Sud Ouest = 2370 \$
Subventions	-	8 208,00	8 208,00	-	-	8 208,00	
Sous-total	-	10 578,00	10 578,00	2 370,00	-	8 208,00	
FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE (CJEM)							
Fonctionnement (honoraires)	-	20 000,00	20 000,00	15 000,00	5 000,00	5 000,00	Carrefour Jeunesse Emploi de Marquette = 20 000 \$
Subventions	48 123,00	53 209,00	101 332,00	-	-	101 332,00	
Sous-total	48 123,00	73 209,00	121 332,00	15 000,00	5 000,00	106 332,00	
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT							
Fonctionnement (honoraires)	-	5 060,00	5 060,00	-	-	5 060,00	
Prêts	109 558,00	109 558,00	219 116,00	-	-	219 116,00	
Sous-total	109 558,00	114 618,00	224 176,00	-	-	224 176,00	
GRAND TOTAL	162 479,00	232 895,00	395 374,00	17 370,00	5 000,00	378 004,00	



CLD DE LASALLE-ST-PIERRE

ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET DES DÉBOURSÉS AU 30 OCTOBRE 1999 (Accepté par C.A. du 2-12-99)
(en milliers)

Postes budgétaires	1998-99	1999-00	Total	Engagements 1999-00	Débourssés au 30-10-99	Solde Engag./ budget 6 = (3) - (4)	Remarques
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)		
FONCTIONNEMENT : GUICHET MULTISERVICE							
1-Accueil, information et référence							
Rémunération	0	108,129.00	108,129.00	108,129.00	0	0	Gestionnaire : Transac- tion pour l'emploi
Équipement et fourniture de bureau	0	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	
Loyer	0	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	
Assurances civiles et administrateurs	0	2,000.00	2,000.00	0	0	2,000.00	
Honoraires professionnels, vérification	0	2,000.00	2,000.00	0	0	2,000.00	
Divers (publicité, etc.)	0	5,000.00	5,000.00	589.00	589.00	4,431.00	
Sous total	0	117,129.00	117,129.00	108,698.00	589.00	8,431.00	
2-Formation en entrepreneuriat							
Rémunération			En attente d'une décision du conseil d'administration				
Autre dépenses disponibles pour allocation	3,474.00	35,592.00	39,066.00	0	0	39,066.00	
Sous-total	3,474.00	35,592.00	39,066.00	0	0	39,066.00	
3-Plan local d'action concertée (PLACÉE)							
Rémunération			Ce poste budgétaire est présentement regroupé dans le poste "Guichet multiservices"				
Autres dépenses			Information à recevoir				
FONDS D'AIDE AUX JEUNES PROMOTEURS (SAJE)							
Fonctionnement	0	6,960.00	6,960.00	6,960.00	0	0	Contractant : SAJE Montréal-Métro Aucun contrat signé avec promoteur
Subventions	0	74,617.00	74,617.00	0	0	74,617.00	
Sous-total	0	81,577.00	81,577.00	6,960.00	0	74,617.00	
FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE							
Fonctionnement (services conseils)	0	27,653.00	27,653.00	27,653.00	0	0	Gestionnaire : Transac- tion pour l'emploi Aucun contrat signé avec promoteur
Subventions	109,050.00	109,050.00	218,100.00	0	0	218,100.00	
Sous-total	109,050.00	136,703.00	245,753.00	27,653.00	0	218,100.00	
FONDS DE PRÊT AUX ENTREPRISES							
Fonctionnement (Fl)	0	7,000.00	7,000.00	0	0	7,000.00	Gestionnaire : CDEL Aucun contrat signé avec promoteur Aucun prêt consenti
Prêts	95,545.00	0	95,545.00	0	0	95,545.00	
Sous-total	95,545.00	7,000.00	102,545.00	0	0	102,545.00	
GRAND TOTAL	208,069.00\$	378,001.00\$	586,070.00\$	143,311.00\$	589.00\$	442,759.00\$	

CLD MONT-ROYAL/OUTREMONT
ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET DES DÉBOURSÉS AU 31 OCTOBRE 1999
(en dollars)

78

POSTES BUDGÉTAIRES	BUDGET			ENGAGEMENTS 1999-2000 (4)	DÉBOURSÉS AU 31-10-99 (5)	SOLDE ENGAG./BUDGET (6) = (3) - (4)	REMARQUES (contractants, montants des contrats, etc.)
	1998-1999 (1)	1999-2000 (2)	TOTAL (3) = (1) + (2)				
FONCTIONNEMENT : GUICHET MULTISERVICES							
1) Accueil, information et référence							
Honoraires (contractants)	-	19 824,00	19 824,00	13 940,38	8 485,58	5 883,64	Gestion Guy Landry (12 250 \$); Vérificateur + cons. jur. (7 574 \$) Ajout de 4 000 \$ au contrat de service Gestion GL.
Équipement et fournitures de bureau	-	4 700,00	4 700,00	2 200,00	1 576,00	2 500,00	Ordinateur, cellulaire, pagette, papeterie, etc.
Assurances	-	1 837,58	1 837,58	1 002,00	1 002,00	835,58	
Loyer	-	-	-	-	-	-	
Divers (téléphone, allocations, promotion, etc.)	-	8 200,00	8 200,00	1 513,28	1 513,28	6 686,72	
Réserve non allouée	5 574,00	5 004,44	10 578,44	-	-	10 578,44	Ces montants devraient être réaffectés ailleurs.
Sous-total	5 574,00	39 566,00	45 140,00	18 655,64	10 556,84	26 484,36	
2) Formation en entrepreneuriat							
Rémunération (honoraires)	-	5 250,00	5 250,00	5 250,00	2 046,52	-	Gestion Guy Landry (5 250 \$)
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	
Sous-total	-	5 250,00	5 250,00	5 250,00	2 046,52	-	
3) Plan local d'action concertée (PLACÉE)							
Rémunération (honoraires)	-	21 643,00	21 643,00	-	-	21 643,00	Montant budgété en 1999-2000 provenant du poste fonct. et économie sociale.
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	
Sous-total	-	21 643,00	21 643,00	-	-	21 643,00	
FONDS D'AIDE AUX JEUNES PROMOTEURS							
Fonctionnement (honoraires)	-	8 000,00	8 000,00	8 000,00	4 000,00	-	SAJE Montréal Centre (8 000 \$).
Subventions	-	67 440,00	67 440,00	23 000,00	16 290,00	44 440,00	Projet approuvé : 4. Le budget de subventions serait augmenté de 10 à 15 à même le poste de fonctionnement et économie sociale.
Sous-total	-	75 440,00	75 440,00	31 000,00	20 290,00	44 440,00	
FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE							
Fonctionnement (honoraires)	-	8 750,00	8 750,00	8 750,00	3 410,86	-	Gestion Guy Landry (8 750 \$)
Subventions	31 643,00	-	31 643,00	12 500,00	-	19 143,00	Projet approuvé : 1 (conditionnellement). En 1999-2000, le budget de subventions du Fonds serait nul parce que versé totalité : (1) aux subventions J.P. pour 10 à 15 et (2) au PLACÉE pour 21,6 à 15.
Sous-total	31 643,00	8 750,00	40 393,00	21 250,00	3 410,86	19 143,00	
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT							
Fonctionnement (honoraires)	-	10 000,00	10 000,00	8 750,00	3 410,86	1 250,00	Gestion Guy Landry (8 750 \$); Claude Larochelle (1 250 \$)
Prêts	69 194,00	69 194,00	138 388,00	30 000,00	-	108 388,00	Projet approuvé : 1
Sous-total	69 194,00	79 194,00	148 388,00	38 750,00	3 410,86	109 638,00	N.B. : Le budget de prêts 1999-2000 sera versé au CLD conditionnellement placement d'au moins 50 % du budget 1998-1999 avant le 31 mars 2000.
GRAND TOTAL	106 411,00	229 843,00	336 254,00	114 905,64	39 715,08	221 348,36	

ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET DES DÉBOURSÉS AU 31 DÉCEMBRE 1999

20/01/2000-Pièce 8.1

(en dollars)

POSTES BUDGÉTAIRES	1998-1999 (1)	BUDGET 1999-2000 (2)	TOTAL (3) = (1) + (2)	ENGAGEMENTS 1999-2000 (4)	DÉBOURSÉS AU 30-10-99 (5)	SOLDE ENGAG./BUDGET (6) = (3) - (4)	REMARQUES (contractants, montants des contrats, etc.)
FONCTIONNEMENT : GUICHET MULTISERVICES							
1) Accueil, information et référence							
Honoraires (contractants)	29 000,00	65 000,00	94 000,00	94 000,00	94 000,00	-	Conseil de développement d'affaires du West Island
Équipement et fournitures de bureau		4 000,00	4 000,00	1 500,00	1 000,00	2 500,00	
Assurances		1 500,00			1 500,00	-	
Loyer		2 000,00	2 000,00			2 000,00	
Divers (publicité, etc.)		17 000,00	17 000,00	2 000,00	1 350,00	15 000,00	
Réserve non allouée		51 500,00	51 500,00	32 000,00	19 500,00	19 500,00	10 000\$ SIDAC Ste-Anne, 18 000\$ CRC, 4 000\$ GEOgrafix
Sous-total	29 000,00 ✓	141 000,00 ✓	170 000,00 ✓	129 500,00	117 350,00	40 500,00	
2) Formation en entrepreneuriat							
Rémunération (honoraires)		87 000,00	87 000,00	87 000,00	40 000,00	-	Centre d'entrepreneurship du West Island
Autres dépenses	-					-	
Sous-total	-	87 000,00 ✓	87 000,00 ✓	87 000,00	40 000,00	-	
3) Plan local d'action concertée (PLACÉE)							
Rémunération (honoraires)		50 000,00	50 000,00	50 000,00	2 500,00	-	
Autres dépenses		20 000,00	20 000,00	1 500,00	1 500,00	18 500,00	
Sous-total	-	70 000,00 ✓	70 000,00 ✓	51 500,00	4 000,00	18 500,00	
FONDS D'AIDE AUX JEUNES PROMOTEURS							
Fonctionnement (honoraires)		45 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	-	SAJE
Subventions		221 000,00	221 000,00	66 000,00	36 000,00	155 000,00	
Sous-total	-	266 000,00 ✓	266 000,00 ✓	111 000,00	81 000,00	155 000,00	
FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE							
Fonctionnement (honoraires)		26 000,00	26 000,00	25 000,00	425,00	1 000,00	Carrefour jeunesse Marquette
Subventions	140 000,00	140 000,00	280 000,00	84 000,00	30 000,00	196 000,00	Cadres disponibles (60 000\$) Co-voyage 24 000\$
Sous-total	140 000,00 ✓	166 000,00 ✓	306 000,00 ✓	109 000,00	30 425,00	197 000,00	
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT							
Fonctionnement (honoraires)		25 000,00	25 000,00	25 000,00	1 100,00	-	
Prêts	300 000,00	300 000,00	600 000,00	50 000,00		550 000,00	Innovateur électronique
Sous-total	300 000,00 ✓	325 000,00	625 000,00	75 000,00	1 100,00	550 000,00	
GRAND TOTAL	469 000,00 ✓	1 065 000,00 ✓	1 534 000,00 ✓	563 000,00	273 875,00	961 000,00	

CLD DE VERDUN ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET DES DÉBOURSÉS AU 31 DÉCEMBRE 1999

80

Fonctionnement: Guichet multiservice							
1. Accueil, information et référence							
Rémunération		40 000	40 000	40 000	40 000	0	P.V. 23-04-1999 point 5.3. Info PME par Marc Cloutier
Équipement et fourniture de bureau sec.		10 000	10 000	10 000	5 870	4 130	Factures
Loyer		7 500	7 500	7 500	4 601	2 899	Bail signé le 1er juin 1999
Assurances		1 500	1 500	-	-	1 500	Factures
Honoraires professionnels	15 000	2 000	17 000	15 000	14 084	2 916	Ville de Verdun 7-12-199, P.V. 4-06-1999
Divers (publicité, etc.)	8 147	11 718	19 865	19 865	8 549	11 316	Factures
SOUS-TOTAL	23 147	72 718	95 865	92 365	73 104	22 761	
2. Formation en entrepreneuriat							
Rémunération		9 000	9 000			9 000	
Autres dépenses		1 000	1 000			1 000	
SOUS-TOTAL		10 000	10 000			10 000	
3. Plan local d'action concertée (PLACÉE)							
Rémunération		30 000	30 000	20 000	20 000	10 000	P.V. 4 juin 1999, point 5, engagement Forum Économique
Autres dépenses							
SOUS-TOTAL		30 000	30 000	20 000	20 000	10 000	
Fonds d'aide aux jeunes promoteurs							
Fonctionnement		9 800	9 800	9 800	-	9 800	
Subventions		89 234	89 234	12 000	12 000	77 234	Stacey Doucet 6000, Nathalie B. Tremblay 6000
SOUS-TOTAL		99 034	99 034	21 800	12 000	87 034	
Fonds d'économie sociale							
Fonctionnement		14 900	14 900	14 900	-	14 900	
Subventions	100 943	40 943	141 886	60 000	60 000	81 886	P.V. 23-04-1999, point 7, engagement Forum Économique
SOUS-TOTAL	100 943	55 843	156 786	74 900	60 000	96 786	
Fonds de prêt aux entreprises							
Fonctionnement	-	5 000	5 000	5 000	-	5 000	le budget 99/2000 sera versé à 100% pourvu que 50%
Prêts	44 754	44 754	89 508	-	-	89 508	de la tranche 98-99 soit placée avant le 31-03-2000
SOUS-TOTAL	44 754	49 754	94 508	5 000	-	94 508	
GRAND TOTAL	168 844	312 342	486 193	214 065	163 104	321 082	

ANNEXE D

Description du territoire desservi

**LISTE DES CLD DE LA BANLIEUE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
ET LEURS MUNICIPALITÉS CONSTITUANTES**

CLD EXISTANTS	MUNICIPALITÉS CONSTITUANTES
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ANJOU / MONTRÉAL-EST	<ul style="list-style-type: none">▪ Anjou▪ Montréal-Est
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LACHINE	<ul style="list-style-type: none">▪ Lachine▪ Saint-Pierre
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LASALLE	<ul style="list-style-type: none">▪ LaSalle
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT MONT-ROYAL / OUTREMONT	<ul style="list-style-type: none">▪ Mont-Royal▪ Outremont
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT VERDUN	<ul style="list-style-type: none">▪ Verdun
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUEST-DE- L'ÎLE / WEST ISLAND	<ul style="list-style-type: none">▪ Baie d'Urfé▪ Beaconsfield▪ Dollard-des-Ormeaux▪ Dorval + Île Dorval▪ Kirkland▪ L'Île Bizard▪ Pierrefonds▪ Pointe-Claire▪ Roxboro▪ Sainte-Anne-de-Bellevue▪ Sainte-Geneviève▪ Senneville
CLD À VENIR	
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ST-LÉONARD	<ul style="list-style-type: none">▪ St-Léonard
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT MONTRÉAL-NORD	<ul style="list-style-type: none">▪ Montréal-Nord
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ST-LAURENT	<ul style="list-style-type: none">▪ St-Laurent
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT CÔTE-ST-LUC / HAMPSTEAD / MONTRÉAL-ouest / WESTMOUNT	<ul style="list-style-type: none">▪ Côte St-Luc▪ Hampstead▪ Montréal-Ouest▪ Westmount

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Étude des crédits 2000-2001

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Questions relevant du Sous-ministériat au développement et aux projets de la métropole

Question 61 : CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL

- | | | |
|----|--|----------------------|
| a) | Membres des conseils d'administration :
Durée du mandat : Un an | voir Annexe A |
| b) | Copie des actes constitutifs : | voir Annexe B |
| c) | Ventilation budgétaire 1999-2000
et <u>prévisions budgétaires 2000-2001</u> : | voir Annexe C |
| d) | Description de leur territoire
et quartiers couverts | voir Annexe D |

ANNEXE A

**Membres du CA du CLD Montréal
membres des comités de partenaires locaux**

CLD MONTRÉAL - MEMBRES ET ADMINISTRATEURS

(Mise à jour : 21 mars 2000)

NOM	TITRE	REPRÉSENTE	MILIEU
Pierre Bourque Président	Maire de Montréal	Ville de Montréal	Municipal
Hélène Bordeleau (nomination temporaire)		CDEC Côte-des- Neiges / Notre-Dame- de-Grâce	
Richer Dompiere		Ville de Montréal	Municipal
Fabien Courmoyer	Directeur du SDÉU	Ville de Montréal	Municipal
Jean-Marie Pomerleau		RESO	Affaires
Réginald Laverie		CDEC Rosemont / Petite-Patrie	Institutionnel
Gaëtan Desrosiers	Sous-ministre adjoint	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	Gouvernemental
Alain Riendeau		CDEST Mercier / Hochelaga- Maisonneuve	Affaires
Michel Depatie		CDEC Centre-Sud / Plateau-Mont-Royal	Coopératif
Mary Deros	Membre du C.E.	Ville de Montréal	Municipal
Dominique Saviole		Emploi- Québec	Gouvernement

86

NOM	TITRE	REPRÉSENTE	MILIEU
Michel Taylor		SODEC RDP-PAT	Syndical
Marie-Andrée Thollon		CDEC Centre-Nord-Villeray-Paro-Extension	Communautaire
Hélène Desmerais		SDÉ Ville-Marie	Affaires
Laurence Vallancourt		CDEC Ahuntsic-Cartierville	Syndical

AUTRES

Secrétaire du CLD Montréal

NOM	TITRE	REPRÉSENTE	MILIEU
François Côté	Secrétaire	Ville de Montréal	Municipal

Responsable et adjoint du CLD Montréal

NOM	TITRE	REPRÉSENTE	MILIEU
Sylvie Labelle	Responsable	Ville de Montréal	Municipal
Olivier Beausoleil	Responsable adjoint	Ville de Montréal	Municipal

DÉPUTÉS PROVINCIAUX

Russell Copeman	Député de Notre-Dame-de-Grâce
Pierre Etienne Laporte	Député d'Outremont
Monsieur André Trudelle Député de Mont-Royal	Député de Mont-Royal
Laurence Bergman	Député de D'Arcy McGee

Conseil des paroissiens CDN/NDG

Conseillers municipaux

Monsieur Marvin Rotond	district Snowdon
Monsieur Michael Applebaum	district Notre-Dame-de-Grâce
Monsieur Jeremy Sault	district Loyola
Madame Sonya Biddle	district Décarie
Monsieur Pierre Yves Melançon	district Côte-des-Neiges
Monsieur Jean Fortier	district Darlington
Monsieur Saïdie Zaidi	district Victoria

Monsieur Martial Fournier	Ministre de la Métropole
Monsieur Louis Bénéard	Commissaire industriel SDEM
Monsieur Richard Reid	Directeur CLE CDN/NDG

CONSEIL D'ADMINISTRATION

GROUPES COMMUNAUTAIRES - CDN

Laurent Gosselin	CENTRE DES AÎNÉS
Diane Brunelle	Centre du Recherche d'Emploi CDN

GROUPES COMMUNAUTAIRES - NDG

Debbie Ferguson Conseil communautaire NDG	

GENS D'AFFAIRES - CDN

Robert Vaillancourt Avocat	
Alain Buscarlet CONCEPT DESIGN ABCD	

GENS D'AFFAIRE - NDG

Claudette Barchélin y-Asner MABBP	

INSTITUTIONS

Paulette Dufresne Hôpital Sainte-Justine	
Margie Mondell Université Concordia	
Mario-Claire Malo HEC	

SYNDICATS

Roger Côté Conseil Central de l'Éd.	
Pierre Dupuis SCFP	

POPULATIONS

Anthony Codrington NDO	
Taila Djiva CDN	

ASSOCIATIONS ETHNIQUES

Duane Blackman MINORITY APPRENTICE PROJECT	
---	--

PERSONNEL de la CDEC

Claude d'Ajou Représentante des employés	
Claude Lauzon	Directeur

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX DE LA CDEC ROSEMONT-PETITE-PATRIE

Prénom	Nom	Titre	Organisme
Député(e)s et conseiller(ère)s municipaux (les)			
André	Boisclair	Député provincial	Comité de Gouin Gouvernement du Québec
Rita	Dionne- Marsolais	Députée provinciale	Comité de Rosemont Gouvernement du Québec
Denise	Larouche	Conseillère municipale	District Bourbonnière Ville de Montréal
François	Purcell	Conseiller municipal	District Saint-Édouard Ville de Montréal
Kerily	Beauregard	Conseillère municipale	District Marie-Victorin Ville de Montréal
Jean- François	Plante	Conseiller municipal	District Père-Marquette Ville de Montréal
Nicole	Thibault	Conseillère municipale	District Éienne-Desmarreau Ville de Montréal
Carl (Substitut)	Baillargeon	Conseiller municipal	District Louis-Hébert Ville de Montréal
Marcel (Substitut)	Grégoire	Conseiller municipal	District de Rosemont Ville de Montréal
Représentants du Gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal			
Martial	Fautoux	Représentant du sous- ministre adjoint	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Gabrielle	Trépanier	Directrice CLB Rosemont-Petite- Patrie	Emploi Québec Montréal Gouvernement du Québec
André	Guénette	Commissaire industriel	Développement économique Ville de Montréal

CDEC ROS PPATRIE

08/10 '99 VEN 09:34 FAX 514 723 0032



Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie

99-10-08

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX DE LA CDEC ROSEMONT-PETITE-PATRIE

Prénom	Nom	Titre	Organisme et collège électoral
Membres du conseil d'administration de la CDEC Rosemont Petite-Patrie			
André (Président)	Messier	Directeur au Service de l'information	CTM-FTQ collège syndical
France (Administratrice)	Terreault	Résidente	collège résident
Gérard (Trésorier)	Côté	Directeur	Caisse populaire de Rosemont collège entreprise
Diane (Administratrice)	Labelle	Coordonnatrice	Lettres en main collège communautaire
Jo-Ann (Administratrice)	Laporte	Conseillère	La Maisonnée collège communautaire
Aoura (Administratrice)	Bizzarri	Coordonnatrice	Collectif des femmes immigrantes collège communautaire
Jacqueline (Administratrice)	Bader	Agent de développement	CDEC Rosemont-Petite-Patrie collège employé
Réginald (Administrateur)	Lavertu	Directeur général	Collège Rosemont collège institution
Gylaine (Secrétaire)	Samson- Saulnier	Directrice générale	CLSC Rosemont collège institution
Claude (Administrateur)	Durocher	Directeur	Club de Voyages Rosemont collège entreprise
Myriam (Administratrice)	Côté	Responsable de la mise en marché	Les Produits d'alimentation Bologna collège entreprise
Jean-Claude (Administrateur)	Gagnier	Résident	Syndicat des travailleurs-euses en garderies (CSN) collège syndicat
Astrid (Administratrice)	Gagnon	Résidente	collège résident
Christiane	Carlo	Directrice	CDEC Rosemont-Petite-Patrie

CDEC ROS PPATRIE

05/10 98 VEN 09:34 FAX 514 723 0032



Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie

99-10-08

Collège des affaires

Chénier Serge
Directeur général
C.P. BOURBONNIÈRE DE MTL

Maher Michel
Directeur général
SOC STE-CATHERINE EST

Marion Guy
Directeur général
FDEM

Riendeau Alain
Président Directeur général
VISION QUÉBEC

St-Jacques Louise
Directrice générale
LA PUCE RESSOURCE INFORMATIQUE

Collège institutionnel

Oi Falco Sylviane
Directrice générale
THM

Dubé Daniel
Responsable des programmes

Huberdeau André
Vice-président, développement des affaires
RIO

Représentants de comité
Monique Blachet - JEM
Michelle Jovette - P.A.I.
Joëlle Martel - Bourget

Collège communautaire

Barbeau Sylvie
Coordonneuse
MIRINE COLLECTIVE H-M

Desnoyers Jean
Représentant
TCOCME

Gagnon Yvon
Représentant
Conseil développement local et communautaire

Gauvreau Bernard
Coordonnateur
MERCIER-OUEST QUARTIER EN SANTÉ

Racette Jean-Pierre
Directeur général
SHAPEM

Collège syndical

Cedonette Michel
Coordonnateur
CSN

Thibault Yvon
Délégué en chef (SITECT)
SUCRE LANTIC

Collège du personnel

St-Pierre Anne
CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI H-M

Direction CDEST
Blanchard Laurent
Directeur général
CDEST

Comité des partenaires locaux

Dorelaine Richer
Conseiller municipal
District de Maisonneuve
VILLE DE MONTRÉAL

Fabreux Marois
Conseiller pour la direction de l'Est de Montréal
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
Ministère de la Métropole

Gagnon Ulysse
Directrice du module Emploi-Québec
CUE - Mercier/Hochelaga-Maisonneuve
EMPLOI-QUÉBEC

Harel Louise
Députée d'Hochelaga-Maisonneuve
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Lamoureux Jean-Sébastien
Député du comté d'Anjou
BUREAU DU COMTÉ D'ANJOU

Légar Nicole
Ministre déléguée à la famille et à l'enfance
et députée du Comté de PAT
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Lemieux Diane
Ministre d'État au Travail et à l'Emploi et
députée du Comté de Bourget
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Pequette Claude
Commissaire à l'aménagement
VILLE DE MONTRÉAL (SOE)

St-Arnaud Claire
Conseillère municipale
District Longue-Pointe
VILLE DE MONTRÉAL

Collège des affaires

Chénier Serge
Directeur général
C.P. BOURBONNIÈRE DE MTL

Collège communautaire

Barbeau Sylvie
Coordonnatrice
CUISINE COLLECTIVE H-M

Comité des partenaires locaux

Dempierre Richer
Conseiller municipal
District de Maisonneuve
VILLE DE MONTRÉAL

Maier Michel
Directeur général
SDC STE-CATHERINE EST

Desnoyers Jean
Représentant
TCOCME

Fautoux Martial
Conseiller pour la direction de l'Est de Montréal
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
Ministère de la Métropole

Marion Guy
Directeur général
FNEM

Gagnon Yvon
Représentant
Conseil développement local et communautaire

Gagnon Diane
Directrice du module Emploi-Québec
CLE - Mercier/Hochetaga-Maisonneuve
EMPLOI-QUÉBEC

Riendeau Alain
Président Directeur général
VISION QUÉBEC

Gauvreau Bernard
Coordonnateur
MERCER-OUEST QUARTIER EN SANTÉ

St-Jacques Louise
Directrice générale
LA PUCE RESSOURCE INFORMATIQUE

Racette Jean-Pierre
Directeur général
SHAPEM

Karel Louise
Députée d'Hochetaga-Maisonneuve
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Collège institutionnel

Di Folco Sylviane
Directrice générale
THM

Collège syndical

Cadorette Michel
Coordonnateur
CSN

Lamoureux Jean-Sébastien
Député du comté d'Anjou
BUREAU DU COMITÉ D'ANJOU

Dubé Daniel
Responsable des programmes
COLLÈGE DE MAISONNEUVE

Thibault Yvon
Délégué en chef (SITBCT)
SUCRE LANTIC

Légar Nicole
Ministre déléguée à la famille et à l'enfance
et députée du Comté de PAT
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Huberdeau André
Vice-président, développement des affaires
RIO

Collège du personnel

St-Pierre Anne
CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI H-M

Lemieux Diane
Ministre d'État au Travail et à l'Emploi et
députée du Comté de Bourget
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Paquette Claude
Commissaire à l'arrondissement
VILLE DE MONTRÉAL (SOE)

Direction CDEST
Blanchard Laurent
Directeur général
CDEST

St-Amand Claire
Conseillère municipale
District Longue-Pointe
VILLE DE MONTRÉAL

Représentants de comités
Monique Blais - H-M
Michel J. J. - P-A-I
Sonia B. - B. B.

Comité des partenaires locaux du Sud-Ouest

Mandat CLD



Membres avec droit de vote

Noms

Secteurs

*Jean-Marie Pomerleau

Représentant des entreprises commerciales et petites entreprises de services de 5 employés et moins

*Gilles Chatel

Représentant des PME

*Georges Badeaux

Représentant des grandes entreprises

*Bernard Circé

Représentant des institutions financières

*Normand Guimond

Représentant des syndicats FTQ

*Martine Thériault

Représentante des syndicats CSN

*Paul Vanasse

Représentant des organismes communautaires de Ville-Emard/Côte St-Paul

*Louise Gauthier

Représentante des organismes communautaires de Pointe St-Charles

*Pierre Sylvestre

Membre associé et Président du conseil d'administration

*Diane Lasnier

Représentante élue des employés

*Bertrand Malo

Représentant des organismes communautaires de St-Henri

*Cheryl McGrath

Représentante des organismes communautaires de Petite-Bourgogne

*Robert Nelson

Représentant des institutions

*Yvon Buteau

Représentant des participants aux activités du RESO

Philippe Bissonnette

Conseiller municipal St-Paul

Marcel Sévigny

Conseiller municipal Pointe St-Charles

Germain Prigent

Conseiller municipal St-Henri

Pierre Paquin

Conseiller municipal Emard

Membres sans droit de vote

* Pierre Richard

Directeur général, RESO

*Naney Neamtan

Vice-présidente au développement stratégique, RESO

Jean-Paul Prud'homme

Directeur général, CLE Pointe St-Charles (Emploi-Québec)

Nicole Loiselle

Députée provinciale, Saint-Henri/Sainte-Anne

Jacques Chagnon

Député provincial, Westmount/Saint-Louis

Martial Fauteux

Représentant au ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Sylvie Desjardins

Commissaire industrielle (Ville de Montréal)

*Membres du conseil d'administration du RESO

**COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX
SUD-OUEST
LISTE DES MEMBRES**

*en plus des membres
du CA*

29 septembre 1999

Monsieur Philippe Bissonnette
Conseiller municipal - Côte St-Paul
Ville de Montréal

Monsieur Germain Prigent
Conseiller municipal - St-Henri
Ville de Montréal

Monsieur Jacques Chagnon
Député de Saint-Louis

Monsieur Marcel Sévigny
Conseiller municipal - Pointe St-Charles
Ville de Montréal

Monsieur Robert Gagnon
Conseiller municipal - Ville-Émard
Ville de Montréal

Madame Pauline Lefebvre
Directrice
Centre local d'emploi de Pointe St-Charles

Madame Nicole Loiselle
Députée St-Henri/Pointe St-Charles

Monsieur Jean-Pierre Nepveu
Sous-ministre adjoint
Ministère de la Métropole

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RESO 1999-2000

REPRÉSENTANTS DES ENTREPRISES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

<p>Monsieur Jean-Marie Pomerleau DEMERS BEAULNE & ASS</p> <p>REPRÉSENTANT DES COMMERCE ET PETITES ENTREPRISES DE SERVICES</p>	<p>Monsieur Gilles Chabot LES ALIMENTS CHATEL</p> <p>REPRÉSENTANT DES PME</p>
<p>Monsieur Georges Badaux EMBALLAGES CONSUMERS</p> <p>REPRÉSENTANT DES GRANDES ENTREPRISES DU SUD-OUEST</p>	<p>Monsieur Bernard Côté CAISSE POPULAIRE ST-CHARLES DE MTL</p> <p>REPRÉSENTANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES</p>

REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS

<p>Monsieur Normand Guimond FTQ</p> <p>Vice-président REPRÉSENTANT DES SYNDICATS DE LA FTQ</p>	<p>Madame Martine Thériault CLSC ST-HENRI</p> <p>REPRÉSENTANTE DES SYNDICATS DE LA CSN</p>
---	---

Mise à jour: 4 octobre 1999

REPRÉSENTANTS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Monsieur Paul Vanasse PRÉVENTION SUD-OUEST REPRÉSENTANT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE VILLE- EMARD/COTE ST-PAUL	Madame Louise Gauthier CPE GARDERIE LES ENFANTS DE L'AVENIR REPRÉSENTANTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE POINTE ST- CHARLES
Monsieur Bertrand Malo TRAC REPRÉSENTANT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE ST-HENRI	Madame Cheryl McGrath TYNDALE ST-GEORGES COMMUNITY CENTER REPRÉSENTANTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA PETITE- BOURGOGNE

MEMBRES ASSOCIÉS

MEMBRE ASSOCIÉ	Monsieur Pierre Sylvestre SYLVESTRE, CHARBONNEAU & ASS. PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
-----------------------	--

Mise à jour: 4 octobre 1999

REPRÉSENTANT DES INSTITUTIONS

Monsieur Robert Nelson
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

REPRÉSENTANT DES INSTITUTIONS

**REPRÉSENTANT DES PARTICIPANT(E)S
AUX ACTIVITÉS DU RESO**

Monsieur Yvon Buteau

Mise à jour: 4 octobre 1999

100
REPRÉSENTANTE DU PERSONNEL DE LA CORPORATION

Madame Diane Lasnier
RESO

REPRÉSENTANTE ELUE DES EMPLOYÉS

DÉLÉGUÉE D'OFFICE

Madame Nancy Neamtan
RESO

**VICE-PRÉSIDENTE AU DÉVELOPPEMENT
STRATÉGIQUE DU RESO**

Mise à jour: 4 octobre 1999

**Membres du Comité des partenaires
Conseil local de développement (CLD) Ahuntsic-Cartierville
(Distribution par collège électoral)**

101

Organismes communautaires (5)

Nathalie Otis
Conseil communautaire d'Ahuntsic/ Ahuntsic, un quartier en santé

Christian Guillemette
C.L.I.C.

Micheline Bouvier
Centre d'action bénévole Ahuntsic-Sud

Azad Témisjian
Carrefour d'aide aux communautés immigrantes (C.A.C.I.)

Pierre Gingras
Carrefour Jeunesse-Emploi
Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville

Affaires (5)

Fernand Lavigne
Formation Intégrale

Jean Paquin
Blain & Paquin, Arpenteurs-géomètres

Guimond Hotte
Pétroles Hotte Inc.

Daniel Vély
Atelier D'Architecture Vély

Henri L'Africain
Caisse pop. St-Paul-de-la-Croix

Résidents (2)

Pierre Bastien

Yves Provost

Syndicat (1)

Lauraine Vaillancourt
FTO

Employé CDEC (1)

Diane Adam

Santé (1)

Daniel Boivin
CLSC Ahuntsic

Education (1) *nouvelle in ca*

Madame Martine Blache
Collège Bois-de-Boulogne

Elus municipaux

Maurice Beauchamp
Conseiller municipal de St-Sulpice

Pierre Lapointe
Conseiller municipal de Fleury

présent

Hasmig Belleli
Conseillère municipale d'Ahuntsic

Gérard Legault
Conseiller municipal de Cartierville

Serge-Eric Bélanger
Conseiller municipal de Sault-au-Récollet

Noushig Eloyan
Conseillère municipale de L'Acadie

Elus provinciaux

Jacques Dupuis
Député de St-Laurent

Yvan Bordeleau
Député de L'Acadie

Michèle Lamquin-Ethier
Députée de Bourassa

Manon Blanchet
Députée de Crémazie

Représentant du ministère de la Métropole

Martial Fauteux
Ministère de la Métropole

Directeur du CLE

Réjean Charbonneau
Directeur général du CLE Ahuntsic-Cartierville

Représentant de la Ville de Montréal

Réjean Gauthier
Commissaire industriel
Ville de Montréal

Directrice générale CDEC-CLD Ahuntsic-Cartierville

Marie-Andrée Beaudoin
Directrice générale



Société de développement économique
Rivière-des-Prairies • Pointe-aux-Trembles

107

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE PARTENAIRES SODEC RDP . PAT

17 MEMBRES

MILIEU	ORGANISME
Affaires	FORNIRAMA INC.
Affaires	BÉDARD CASCADES LTÉE
Affaires	Produits Métalliques JP inc.
Syndicat	Conseil régional FTQ - Montréal
Éducation	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Coopérative	Caisse populaire Rivière-des-Prairies

1

MILIEU	ORGANISME
Socio-économique	Centre Local d'Emploi (RDP • PAT)
Municipal	Développement de l'Est de Montréal
Économie sociale	SAJE de l'Est – Soutien au Travail Autonome (STA)
Économie sociale	RDPàRDP
Économie sociale	CDC de la Pointe
Municipal	Conseiller municipal RDP
Municipal	Conseiller municipal PAT

MILIEU	ORGANISME
Gouvernemental	Députée de Pointe-aux-Trembles
Gouvernemental	Député de Lafontaine
Gouvernemental	Ministère de la Métropole
Socio-économique	SODEC RDP • PAT

File de exportation
Date: Page 84/100

COMITÉ DES PARTENAIRES DU CLD CENTRE-SUD/PLATEAU MONT-ROYAL**LISTE DES DÉPUTÉS PROVINCIAUX****NOMS****8****9**

MONSIEUR ANDRÉ BOULERICE
Député provincial
STE-MARIE/ST-JACQUES

MONSIEUR ROBERT PERREault
Député provincial
MERCIER

LISTE DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

MONSIEUR ANDRÉ CARDINAL
Conseiller municipale
DISTRICT PLATEAU MONT-ROYAL

MONSIEUR SAMMY FORCILLO
Conseiller municipal
DISTRICT SAINT-JACQUES

MADAME HELEN FOTOPULOS
Conseillère municipale
DISTRICT MILE-END

25-08-11

MONSIEUR MICHEL PRESCOTT
CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Ville de Montréal

MADAME HELENE JOUCOEUR
Conseillère municipale
DISTRICT LAURIER
Ville de Montréal

MONSIEUR RICHARD THEORET
Conseiller municipal
DISTRICT LORIMIER
Ville de Montréal

MONSIEUR SERGE LAJUNESSE
Conseiller municipal
DISTRICT SAINTE-MARIE
Ville de Montréal

DIRECTEUR DU CLE PLATEAU MONT-ROYAL

MONSIEUR GILLES OUELLETTE
Directeur
CLE PLATEAU MONT-ROYAL
Emploi-Québec

DIRECTEUR DE LA DIRECTION DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

MONSIEUR ROBERT FORTIN
Directeur
Direction Île de Montréal
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

COMMISSAIRE DU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

M. ALAIN MARTEL
Commissaire du Service du développement économique
VILLE DE MONTRÉAL

20-00-11

OCT 04 '99 11:56

514 845 7244

PAGE. 03

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
CDEC CENTRE-SUD/PLATEAU MONT-ROYAL

1999-2000

PAR COLLÈGE ÉLECTORAL

AFFAIRES ET TRAVAILLEURS AUTONOMES INCORPORÉS

2

3

MONSIEUR GORDON BERNSTEIN
Vice-Président
VILLAGE INTERNATIONAL DU BOULEVARD SAINT-LAURENT

MONSIEUR MICHEL COMEAU
TAZMAHAL, ROULODÔME ET SKATE PARK

MONSIEUR MICHEL DEPATIE
Directeur général
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AVENUE DU MONT-ROYAL

MONSIEUR ANDRÉ GAGNON
Éditeur
Journal
COMMUNICATIONS VOX POP INC.

COMMUNAUTAIRE

MADAME MARGARET BAIN
Directrice générale
INTER-LOGE CENTRE-SUD

MADAME FULVIA SPADARI
Coordonnatrice
ACTION SOLIDARITÉ GRAND PLATEAU

MONSIEUR SERGE TREMBLAY
Directeur général
Administration
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE
MONTREAL

MONSIEUR FRANÇOIS VERMETTE
Coordonnateur
ALERTE CENTRE-SUD

COOPÉRATIF

MONSIEUR MARC LAMARCHE
Vice-président
LE FECHIM

CULTUREL

MONSIEUR STEPHANE GUY
L'ILLUSION - THÉÂTRE DES MARIONNETTES

EMPLOYABILITÉ

MADAME JEANNINE ROUJA
Directrice générale
Services externes en main-d'oeuvre
OPÉRATION PLACEMENT JEUNESSE INC.

F:\USAGERS\NICOLEM\DONNEES\WORD\ADM\INSTANCE\CO-ADM\99-00\MEMBRES\ADRESCOL.DOC

2

OCT 04 '99 11:57

514 845 7244

PAGE.05

EMPLOYÉ-ES**MONSIEUR MARC-ANDRÉ GIRARD****INDIVIDUS ET TRAVAILLEURS AUTONOMES NON INCORPORÉS****MONSIEUR LUC PHARAND****MONSIEUR RON RAYSIDE****INSTITUTIONNEL****MADAME IRÈNE ELLENBERGER**
TÉLÉ-QUÉBEC**MONSIEUR GEORGE KALIMERIS**
Coordonnateur programmes jeunesse
LE CENTRE COMMUNAUTAIRE YMCA DU PARC**SYNDICAL****MADAME CHRISTIANE FRADETTE**
Conseillère syndicale
CONSEIL CENTRAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN - CSN**MONSIEUR RÉJEAN LEBLANC**
Représentant
FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC

MADAME CÉLINE CHARPENTIER
Directrice générale
CDEC CENTRE-SUD/PLATEAU MONT-ROYAL

MADAME NICOLE-ÉVA MORIN
Secrétaire de réunion
CDEC CENTRE-SUD/PLATEAU MONT-ROYAL

F:\USAGERS\NICOLEM\DONNEES\WORD\ADM\INSTANCE\CO-ADM\99-00\MEMBRES\ADRES001.DOC

116

[-1]

Hélène Desmarais

Adrien D. Poulot

Caisse d'économie de la culture
Pierre Mann
Directeur généralClub Entrepreneurs étudiants UQAM
Martine Jasmin
PrésidenteÉcole des Hautes Études Commerciales
Pierre Laurin
Administrateur invitéGroupe Collège LaSalle
Jacques A. Lefebvre
PrésidentGroupe de levée de fonds Universel
Eric Boyko
Vice-président, financeHeenan Blaikie
Pierre-Marc Johnson
AvocatInstitut de design Montréal
Helen Stavridou
Directrice exécutiveInvestissement Desjardins
Denis Williams
Vice-présidentSDE
VILLE MARIE
COMITE
des PARTENAIRES

+ BRUND FORTIER

d.g. CDEC

SDE VILLE - MARIE

[M-Y]

117

McCarthy Tétrauh
Jean Lortie
Avocat

OPSS Communication & Marketing inc.
André Bisson
Conseiller

S.F.M.M. / C.T.M.
Mand Lapointe
Directeur syndical

Société Gasbeau
Joan Guérin
Conseiller exécutif senior

Université McGill
Peter R. Johnson
Professeur faculté et d'administration Université McGill

YWCA de Montréal - OSE
Manon Dumas
Directrice - Emploi et formation

[- M]

118

Jacques Chagnon
Député de Westmount-Saint-Louis

CEIM
Serge Bourassa
Directeur

Centre de suivi des entreprises
Christiane Morin
Directrice

CLE Saint-Alexandre
Ghyslaine Allard
Directrice, module Emploi-Québec

CLSC des Faubourgs
Gérald Talbot
Organisateur communautaire

Confédération des caisses Desjardins
Richard LaBerge
Conseiller

Député de Ste-Marie - St-Jacques
André Boulerice
Député de Ste-Marie - St-Jacques

Hôtel de ville de Montréal
Gerry Wiener
Conseiller municipal

Ministère Affaires municipales et de la Métropole
Marcel Fauriol
Conseiller
Direction Ile de Montréal

[O-V]

Option Elle - Centre des femmes
Suzanne Cloutier
Directrice

Ville de Montréal
Pierre Sainte-Marie
Commissaire industriel

Ville de Montréal
Sammy Farallo
Conseiller municipal

Ville de Montréal
Marcel Sévigny
Conseiller municipal

Ville de Montréal
Michel Prescott
Conseiller municipal

Ville de Montréal
Pierre-Yves Melançon
Conseiller municipal

Deane Cormier

Duchess

Club de Recherches L'Ange
MIA Centre - Vall

✓
Cormier-Duchess

119

120

Commissaires et invités du Service de développement économique et urbain responsables des conseils des partenaires locaux

Nom	Territoriale et sectorielle
Sylvie Desjardins	Sud-Ouest
Pierre St-Marie	Ville- Marie
Claude Paquette	Messier /Hochelaga- Maisonneuve
François Da Sylva	Villeray Parc- Extension St-Michel
Denis Cloutier	Rivière-de-prairies/ Pointes-aux-Trembles SODEC
Louis Bénard	Côte-des-Neiges
Réjean Gauthier	Ahuntsic/Cartierville
André Guenette	Rosemont/ Petite-Patrie
Alain Martel	Centre-Sud/Plateau-Mont- Royal
Michel Valade	Ahuntsic, St-Michel, Centre- Ville, Parc-Extension
Carmen Adam	Commissaire mode et environnement
Dominique Fortier	Conseillère au relation interculturelle
Serge Gariépy	commissaire commerce
Jean Latour	Conseiller économique
Jean-Marc Lajoie	Directeur des portefeuilles à la promotion des Amériques
Gaëtan Rainville	Conseiller technique

COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX (CPL)

Nombre de membres et composition selon les listes de membres d'octobre 1999

	Centre-Sud / Plateau Mont-Royal	Ahuntsic / Cartierville	Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce	Sud-Ouest	Rosemont/Petite Patrie	Mercier/ Hochelaga- Maisonnette	Rivière-des- Prairies/Pointe-aux- Trembles	Villeray/Saint-Michel/ Parc Extension
Nombre total de membres	32 (20 du ca) H : 23 F : 9	30 (17 du ca) H : 20 F : 10	30 (16 du ca) H : 22 F : 8	25 (16 du ca) H : 18 F : 7	26 (14 du ca) H : 12 F : 14	26 (17 du ca) H : 17 F : 9	17 (11 du ca) H : 14 F : 3	30 (17 du ca) H : 20 F : 10
Provenance :								
Affaires	4	5	3	4	3	5	3	3
Travailleurs/syndicats	2	1	2	2	2	2	1	2
Milieu communautaire	4	5	3	4	3	5	2	6
Milieu institutionnel	2	2	3	1	2	3	1	2
Milieu coopératif	1						1	Avec affaires
Élus municipaux	7	6	7	4	7	2	2	7
Députés	2	4	4	2	2*	4	2	2
CLE	1	1	1	1	1	1	1	1
Métropole (MAMM)	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres	1 culturel, 2 individus, 1 employabilité, 3 personnel, 1 commissaire industriel	2 résidents, 2 personnel 1 commissaire industriel	2 populations, 1 association ethnique, 2 personnel, 1 commissaire industriel	1 individu membre associé, 3 personnel, 1 participant, 1 commissaire industriel	2 personnel, 2 résidents, 1 commissaire industriel	2 personnel, 1 commissaire industriel	1 personnel, 1 commissaire industriel 1 SAJE/STA	2 commissaires de la Ville, 2 résidents, 2 personnel
Résultats 1998-1999	3 rencontres	3 rencontres	3 rencontres	3 rencontres	3 rencontres	7 rencontres	3 rencontres	3 rencontres
Résultats 1999-2000								dont 1 de présentation
Un cas particulier : la SDE Ville-Marie	A l'automne 1999, la Société de développement Ville-Marie s'est donné un Comité de partenaires locaux de 33 personnes, incluant le directeur général, dont 25 hommes et 8 femmes. ♦ affaires : 9 ♦ travailleurs/syndicats : 1 ♦ milieu communautaire : 4 ♦ milieu institutionnel : 2 ♦ OBNL : 1 ♦ milieu corporatif : 2 ♦ élus municipaux : 5 ♦ députés : 2 ♦ CLE : 1 (Institut de design) ♦ Métropole : 1 ♦ personnel SDE : 1 ♦ commissaire industriel : 1 ♦ milieu de l'entrepreneuriat : 3							

* Il semble y avoir deux postes pour les élus municipaux pour trois personnes, dont deux sont présentées comme substitués.

Notes : la répartition selon la provenance respecte en autant que possible celle indiquée par les organismes bien que des nuances existent dans la façon de classer les gens dans l'une ou l'autre catégorie. Les élus municipaux sont en principe tous membres des CPL bien que, dans certains cas, certaines désignations ont été faites. Les élus représentent en principe le milieu municipal mais il a été convenu que les commissaires industriels feraient aussi partie des comités. De même, les directeurs et directrices des organismes, apparentés à la direction d'un CLD, ont été inclus dans la catégorie personnel, même si elles ou ils ne sont pas toujours mentionnés dans les listes de membres de comité de partenaires.

ANNEXE B

Actes constitutifs du CLD Montréal

Québec

123

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

L'Inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

CLD MONTRÉAL

FAIT À QUÉBEC LE 20 MAI 1998

Déposées au registre le 20 mai 1998
sous le matricule 1147723408


inspecteur général des institutions financières


Contresignataire



1050Z58M04C32MA

1- Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (N°. rue, municipalité, code postal)
Lajoie, Jean-Marc	Directeur	3, boul. Simard, app. 206 St-Lambert (Québec) J4S 1Y8
Richard, Pierre	Directeur général adjoint	10760, Sackville Montréal (Québec) H2B 2X1
Charpentier, Céline	Directrice générale	6639, rue Des Erables Montréal (Québec) H2G 2M9

2- Siège social

Le siège social de la corporation est situé:

A Montréal

3- Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Jean-Marc Lajoie, Pierre Richard et Céline Charpentier.

4- Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions.

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5- Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir le développement économique social et culturel et sans limiter la portée de ce qui précède :

- Coordonner et harmoniser les mandats que lui confie la Loi, en assurer le le financement et confier à des mandataires agréés par le ministère de la Métropole, la Ville de Montréal et son propre conseil d'administration, dans chaque arrondissement (ou territoire s'en rapprochant déterminé par entente entre les trois organismes), l'exécution des mandats suivants :
 - d'animer et de concerter les principaux acteurs socio-économiques de leur milieu en vue de réaliser les mandats que lui confie le CID Montréal dans cette entente;
 - d'élaborer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi de leur territoire (PLACDE),
 - d'élaborer une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale, pour leur territoire;
 - de regrouper ou de coordonner les différents services d'aide à l'entrepreneuriat de leur territoire.
 - de mettre en place un comité de partenaires dans chaque arrondissement ayant une composition conforme à ce que prévoit la Loi du ministère des Régions pour le conseil d'administration d'un CID (article 10 de la loi 171). Ce comité agira comme comité consultatif auprès du ou des centres locaux d'emploi de leur territoire et devra s'assurer de l'exécution des mandats du CID dans son territoire.
- Exécuter ou déléguer l'exécution, sur autorisation du ministre, tout autre mandat provenant des ministères ou organismes du gouvernement concernés par le développement local.

La corporation pourvuira ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la corporation seront utilisés uniquement pour la poursuite de ses objets.

6. Autres dispositions (selon le cas)**1. ACTIONS**

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour acquérir des actions de sociétés par actions.

2. ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration est composé de seize (16) administrateurs, ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la Loi sur les compagnies.

3. EMPRUNT

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun :

- faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation.

Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque même ouverte, sur une universalité de biens meubles ou immeubles, présentes ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations.

CLD Montréal

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. DÉNOMINATION SOCIALE

CLD Montréal

2. SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Corporation est établi à la place d'affaires principale du Service du développement économique de la Ville de Montréal.

3. EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 mars de chaque année.

4. TERRITOIRE D'INTERVENTION DU CLD - MONTRÉAL

Le territoire d'intervention du CLD Montréal est celui de la ville de Montréal.

5. LES MEMBRES

Membres votants

- ☐ Les membres votants sont au nombre de treize.
- ☐ Quatre membres votants sont désignés par le comité exécutif de la Ville de Montréal.
- ☐ Neuf membres votants sont désignés par les organismes mandataires parmi les membres votants des comités des partenaires locaux mis en place dans chaque arrondissement (ou territoire s'en rapprochant), à raison d'un membre par arrondissement.

Au moment de désigner leurs membres respectifs, les mandataires se concertent pour s'assurer que, globalement, leurs représentants soient représentatifs des différents milieux de la collectivité, conformément à l'article 10 de la loi 171. De plus, ils viseront, dans la mesure du possible, à ce que 3 parmi leurs représentants proviennent du milieu des affaires.

La Ville de Montréal et les organismes mandataires se concerteront pour assurer une représentation équitable entre les hommes et les femmes parmi les membres.

Membres non votants

Les membres non votants sont au nombre de trois :

- un représentant d'Emploi Québec.
- un représentant du ministère de la Métropole
- une personne désignée par le Service du développement économique comme responsable du CLD.

6. MANDAT DES MEMBRES

Les membres sont nommés pour une période de deux ans et leur mandat peut-être renouvelé. Advenant qu'un membre démissionne ou est remplacé, le remplaçant désigné par son comité des partenaires locaux complète le terme de deux ans amorcé par son prédécesseur.

En tout temps et à la complète discrétion de la personne ou de l'organisme qui l'a nommé, le mandat d'un membre peut être révoqué, et son successeur complète son terme.

Exceptionnellement, au terme du premier exercice de la Corporation, quatre parmi les membres votants désignés par les mandataires seront désignés selon un tirage au sort pour mettre fin à leur mandat (ceci afin d'éviter un changement massif parmi les membres à tous les deux ans). Le tirage sera fait de façon à s'assurer que, si un milieu a plus d'un représentant, au moins un représentant de ce milieu continuera son mandat.

7. DÉMISSION

Tout membre peut démissionner en adressant un avis écrit au secrétaire de la Corporation. La démission est effective à la date du dépôt de la démission au secrétaire. Le secrétaire fait rapport de la démission du membre à la réunion suivante du conseil d'administration.

8. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle des membres est tenue à une date fixée par le conseil d'administration dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la fin de l'exercice financier. Le conseil détermine également la date, l'heure et le lieu de l'assemblée.

9. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE

Le conseil d'administration peut, par résolution, convoquer la tenue d'une assemblée générale spéciale. Une telle assemblée peut également être exigée, suite à un avis écrit adressé au secrétaire et signé par au moins trois des membres de la Corporation.

10. AVIS DE CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Toute assemblée générale des membres sera convoquée au moyen d'un avis indiquant la date, l'heure, l'endroit et le ou les buts de l'assemblée. Le délai de convocation de toute assemblée des membres, doit être d'au moins sept (7) jours de calendrier avant la date prévue pour ladite assemblée.

11. ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Pour toute assemblée générale annuelle, l'ordre du jour doit contenir au moins les points suivants :

- ☐ l'examen et l'approbation des états financiers;
- ☐ l'élection des administrateurs;
- ☐ le rapport du vérificateur;
- ☐ la nomination du vérificateur et la détermination de sa rémunération.

12. QUORUM DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le quorum suffisant pour toute assemblée générale annuelle ou spéciale est établi à sept (7) membres votants.

13. VOTE

- ☐ Seuls les membres présents ont le droit de vote en assemblée générale annuelle ou spéciale.

Le vote se prend à main levée à moins que le vote au scrutin secret soit demandé par au moins un membre présent.

- ☐ Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres. Toutefois, toute modification, ajout ou suppression d'un élément à la charte ou aux règlements généraux de la Corporation, nécessite le vote affirmatif des $\frac{2}{3}$ des membres présents.

- ☐ Nonobstant ce qui précède, une modification à l'article 5 du présent règlement nécessite un vote unanime des membres présents.

14. PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

Le président du conseil d'administration agit comme président lors des assemblées générales.

15. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les affaires de la Corporation sont administrées par un conseil d'administration composé de seize (16) membres dont treize (13) ayant droit de vote.

16. CONFIDENTIALITÉ ET HUIS CLOS

Les réunions du conseil d'administration sont à huis clos. Chaque fois que le conseil d'administration le décide, chacun des administrateurs doit respecter la plus stricte confidentialité, relativement aux délibérations et aux décisions prises par le conseil d'administration et concernant le (les) cas visé(s) par une telle résolution.

17. RÉMUNÉRATION ET REMBOURSEMENT DES FRAIS DES ADMINISTRATEURS

Pour l'accomplissement de leurs fonctions, les administrateurs de la Corporation ne reçoivent aucune rémunération du CLD. Ils ont droit toutefois au remboursement des frais préautorisés et encourus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

18. PERTE DE QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR

- ☐ Perdra sa qualité d'administrateur, le membre qui :
- perd la qualité qui l'avait rendu représentatif d'un milieu;
 - dépose sa démission par écrit au secrétaire de la Corporation;
 - voit son statut de membre de la Corporation révoqué par l'autorité qui l'avait nommé.

☐ Intérêt particulier

Tout membre qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise, qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Corporation qu'il administre, doit, sous peine de déchéance de sa charge, dénoncer par écrit, son intérêt au conseil d'administration et s'abstenir de voter et de participer à toute délibération ou décision lorsqu'une question portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt est débattue.

POUVOIRS ET DEVOIRS DES ADMINISTRATEURS

19. POUVOIRS GÉNÉRAUX

Les administrateurs peuvent exercer tous les pouvoirs, adopter tous les règlements (à l'exception d'amendements à l'article 5 du présent règlement) et résolutions et poser tous les actes que la Corporation elle-même peut exercer, et que les règlements de la Corporation, les lettres patentes ou la Loi ne réservent pas expressément aux membres réunis en assemblée générale.

20. POUVOIRS SPÉCIAUX

De plus, il est expressément décrété que le conseil d'administration a les pouvoirs suivants:

- ☐ établir les règles internes de fonctionnement de la Corporation (gestion du personnel, gestion des locaux, budget de la Corporation, etc.).
- ☐ décréter qui, au nom et pour le compte de la Corporation, signe, accepte, tire, endosse toutes lettres de change, chèques, billets promissaires, reçus, garanties suivant la Loi des banques, débentures ou autres sûretés additionnelles pour le paiement d'argent, quittance, contrat ou autre document.
- ☐ autoriser la signature des contrats liant la Corporation et un tiers.
- ☐ le conseil d'administration se prononce par résolution.

21. FRÉQUENCE DES RÉUNIONS

Le conseil d'administration doit se réunir aussi souvent que la bonne marche des affaires de la Corporation le requiert. Toutefois, il doit tenir au moins trois (3) réunions par année et plus s'il le juge opportun.

22. CONVOCATION

Les réunions du conseil d'administration seront convoquées par le secrétaire et/ou le président ou sur demande écrite de quatre (4) administrateurs votants.

23. AVIS DE CONVOCATION - RÉUNION RÉGULIÈRE

À moins que tous les membres soient présents et renoncent à l'avis de convocation, une réunion du conseil d'administration se convoque sur avis écrit du secrétaire de la Corporation à chaque administrateur, au moins cinq (5) jours de calendrier avant la date fixée pour cette réunion et doit contenir un projet d'ordre du jour. L'utilisation du télécopieur ou du courrier électronique est reconnue.

24. AVIS DE CONVOCATION - RÉUNION SPÉCIALE

À moins que tous les membres soient présents et renoncent à l'avis de convocation, une réunion spéciale du conseil d'administration se convoque sur avis écrit, transmis au moins 48 heures avant la date fixée pour cette réunion et doit contenir un ordre du jour fermé. L'utilisation du télécopieur ou du courrier électronique est reconnue.

25. PROCÈS-VERBAL

Le conseil d'administration doit tenir un procès-verbal de ses délibérations. Ce procès-verbal peut être consulté par les membres de la Corporation en s'adressant au secrétaire. Les procès-verbaux sont approuvés à la réunion suivante par le conseil d'administration et signés par le président et le secrétaire de la Corporation.

26. QUORUM ET VOTE

Sept (7) administrateurs votants constituent le quorum des assemblées du conseil d'administration.

Les questions soumises seront décidées à la majorité des voix.

Le vote se prend à main levée, mais peut se tenir par scrutin secret, si un administrateur votant le demande.

LES OFFICIERS

27. PRÉSIDENT

Le président du conseil d'administration est choisi par le comité exécutif de la Ville de Montréal parmi ses quatre membres votants. Le président est le principal représentant de la Corporation. Il préside les assemblées du conseil d'administration et les assemblées générales. Il voit à l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il signe tous les documents requérant sa signature et remplit tous les devoirs qui pourront, de temps à autre, lui être attribués par la Corporation. Il est membre d'office de tous les comités de la Corporation.

28. VICE-PRÉSIDENT

Le conseil d'administration élit un vice-président parmi ses membres, sur recommandation des membres désignés par les mandataires locaux. Il assiste aux réunions du conseil d'administration. En cas d'absence, ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président le remplace et en exerce les pouvoirs ou toutes les fonctions qui pourront lui être attribuées par le conseil d'administration.

29. TRÉSORIER

Le conseil d'administration élit un trésorier parmi ses membres, sur recommandation des membres désignés par les mandataires locaux.

30. SECRÉTAIRE

Le secrétaire n'est pas obligatoirement un membre de la Corporation. Il est nommé par le conseil d'administration sur recommandation des membres représentant la Ville de Montréal. Il rédige, signe et certifie les procès-verbaux de la Corporation.

LE RESPONSABLE

31. LE RESPONSABLE

Le responsable de la Corporation verra à la convocation et l'organisation des assemblées générales et des réunions du conseil d'administration, au suivi des décisions de ces instances de même qu'au suivi des mandats de la Corporation octroyés à des mandataires.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES**32. AFFAIRES BANCAIRES**

Le conseil d'administration détermine le ou les institutions bancaires, où seront effectués les dépôts et les transactions financières de la Corporation.

33. SIGNATURE DES EFFETS BANCAIRES, DES CONTRATS ET DES ENGAGEMENTS

Tous les chèques, billets et autres effets de commerce, contrats ou conventions, engageant la Corporation ou la favorisant, doivent être signés par deux (2) des quatre officiers dont obligatoirement le président ou le trésorier.

34. AUTORISATION DE DÉPENSES

Le conseil d'administration se réserve le droit de déléguer par règlement, à un tiers, le pouvoir d'engager certaines catégories de dépenses.

35. VÉRIFICATION

Les livres et états financiers de la Corporation seront vérifiés chaque année, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de l'expiration de chaque exercice financier, par le vérificateur nommé à cette fin, lors de chaque assemblée générale annuelle des membres.

Ces livres seront sujets à l'examen sur place, aux heures régulières de bureau, par tous les membres qui en feront la demande.

ADOPTÉ par les administrateurs provisoires ce 1 e jour du mois de juin 1998.

Président

Secrétaire

RATIFIÉ par l'assemblée générale des membres de 1 e jour du mois de juin 1998.

Président

Secrétaire

ANNEXE C

**CLD – Montréal Budget 1999-2000
Prévisions budgétaires 2000-2001**

C) Ventilation budgétaire détaillée pour 1999-2000 de chacun des centres locaux de développement et les prévisions pour 2000-2001

CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE MONTRÉAL	Budget 1999-2000
Fonctionnement + économie sociale de Montréal	6 713,6
Fonds local d'investissement - Volet jeunes	845,4
Fonds local d'investissement - Prêts, placement & avances	2 744,1
Créances douteuses	823,2
Sous-total CLD-Montréal	11 126,3

Les données pour 2000-2001 ne sont pas complétées actuellement.

ANNEXE D

Description de territoire du CLD Montréal



TABLEAU 1

INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

TERRITOIRE	Population 1996 ¹		Établissements 1996 (REEM) ²		Emploi 1996 (REEM) ²		Personnes à faible revenu dans les ménages privés ³ 1996	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles	99 612	9,60	1 623	4,36	26 628	4,40	24 325	5,97
Mercier / Hochelaga-Maisonneuve	125 519	12,35	2 477	7,09	44 051	7,60	45 775	11,24
Rosemont / Petite-Patrie	129 417	12,73	3 482	9,97	48 544	8,37	52 795	12,96
Villeray / Saint-Michel / Parc Extension	141 683	13,94	3 639	10,42	42 016	7,24	69 690	17,11
Ahuntsic / Cartierville	123 481	12,15	3 430	9,82	54 680	9,43	40 240	9,88
Centre-Sud / Plateau Mont-Royal ⁴	117 248 (121 483)	11,54 (11,95)	5 342	15,29	68 609	11,83	53 580 (55 805)	13,15 (13,70)
Ville-Marie ⁴	54 376 (44 620)	5,35 (4,39)	9 466	27,09	220 425	38,01	24 270 (21 670)	5,96 (5,32)
Sud-Ouest ⁴	66 434 (68 179)	6,54 (6,71)	1 813	5,19	22 106	3,81	31 135 (31 510)	7,64 (7,74)
Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce	156 930	15,64	3 766	10,78	53 628	9,25	65 405	16,06
Total Ville de Montréal ⁵	1 016 376	100,0	(34 838) ² 34 991	100,0	(579 886) ² 583 884	100,0	407 325	100,0

¹ Ville de Montréal, cahier d'information économique et budgétaire 1999, tableau 5.2 (données du recensement canadien).

² Ville de Montréal, Recensement des établissements et de l'emploi de Montréal (REEM), 1996. Notons que 53 établissements d'affaires, représentant 4 298 emplois, sont répertoriés dans le total sans pouvoir être attribués à un arrondissement en particulier.

³ Dans le cas du CLD Montréal, les partenaires signataires ont convenu que des parties du territoire de l'arrondissement Ville-Marie seraient rattachées respectivement aux arrondissements Sud-Ouest et Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, ce qui a pour conséquence de modifier légèrement les chiffres publiés pour les arrondissements. Les chiffres modifiés pour tenir compte de cette contrainte sont entre parenthèses; des chiffres plus précis effectués récemment pour le territoire de la SDE Ville-Marie lui attribuaient une population de 47133, mais nous n'avons pu répartir la différence entre les deux autres arrondissements touchés.

⁴ Le total est celui transmis par la Ville de Montréal d'après le recensement canadien de 1996. L'addition des données croisées par arrondissement peut être légèrement différente mais ne change rien dans les pourcentages.

VILLE DE MONTRÉAL

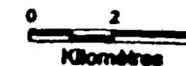
Limites des arrondissements

A black and white map of Montreal, Quebec, Canada, illustrating the boundaries of its various districts. The map shows the city's elongated shape along the St. Lawrence River. Districts are labeled with their names in French. A scale bar at the bottom right indicates distances in kilometers (0 to 2 km).

Districts shown include:

- Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles
- Montréal-Est
- Anjou
- Montréal-Nord
- Saint-Léonard
- Mercier/Hochelaga-Maisonneuve
- Villeray/Saint-Michel/Paro-Extension
- Rosemont/Petite-Patrie
- Plateau Mont-Royal/Centre-Sud
- St-Henri
- Westmount
- Sud-Ouest
- Vernin
- LaSalle
- Montréal-Centre
- Saint-Denis
- Lachine
- Boréal
- Ile-Boréal
- Beaconsfield
- Pierrefonds
- Donat
- Saint-Laurent
- Côte-de-Naples/Marie-Denis-de-laRue
- Côte Saint-Luc
- Mont-Royal/Oldmont
- Centre-Nord
- Alouette/Cartierville
- Paradis
- Plainsville
- Le Bizard
- Sainte-Anne-de-Bellvue
- Saint-Jacques
- De LaSalle

Pour diverses raisons, les partenaires signataires ont convenu que, pour l'application de l'entente du CLD Montréal, les arrondissements de Montréal seraient les territoires de référence, à l'exception de deux modifications mineures, qui rattachent respectivement au Sud-Ouest et à Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal deux quadrilatères contenus dans l'arrondissement Ville-Marie.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**62. TOTAL DES SOMMES QUI SERONT DISTRIBUÉES PAR LES
CENTRES LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TOTAL DES SOMMES QUI SERONT DISTRIBUÉES PAR LES CENTRES LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT

Cette information n'est pas disponible pour le moment. Il faut attendre le dépôt et l'analyse du rapport annuel d'activités des centres locaux de développement (CLD) pour l'année 1999. Les CLD ont 90 jours après la fin de leur année financière pour produire leur rapport d'activités et les états financiers.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**63. CENTRES RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
ET DE LA RÉGION DE LAVAL**

Q-63

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole**Étude des crédits 2000-2001****Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle****Questions relevant du Sous-ministériat au développement et aux projets de la métropole****Question 63 - Concernant les conseils régionaux de développement (Île-de-Montréal et Laval)**

- | | | |
|----|---|-----------------|
| a) | Ventilation budgétaire détaillée pour 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001 : | Annexe A |
| b) | Budget alloué en 1999-2000 : | Annexe A |
| c) | Liste des membres du conseil d'administration du CRD de l'Île-de-Montréal (CRDIM) | Annexe B |
| d) | Liste des membres du conseil d'administration du CRD de Laval (CRDL) : | Annexe C |

ANNEXE A

**Ventilation budgétaire détaillée pour 1999-2000
et les prévisions pour 2000-2001**

Budget alloué en 1999-2000

(CRD Ile-de-Montréal, CRD Laval)

A) Ventilation budgétaire détaillée de chacun des centres régionaux de développement pour 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001

B) Budget alloué en 1999-2000

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LAVAL	Budget 1999-2000
Fonctionnement	591,5
Fonds de développement régional	980,0
Programmes en phasing out*	700,0
Programme petite enfance	60,0
Forum Jeunesse	15,0
TOTAL CRD LAVAL	2 346,5

*Fonds d'aide aux entreprises, Fonds d'intervention régionale,
mesure d'aide au développement communautaire

Les données pour 2000-2001 ne sont pas complétées actuellement

A) Ventilation budgétaire détaillée de chacun des centres régionaux de développement pour 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001

B) Budget alloué en 1999-2000

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	Budget 1999-2000
Fonctionnement	1 341,5
Fonds de développement régional	980,0
Programme en phasing out*	1 860,2
Programme petite enfance	120,0
Forum Jeunesse	25,4
TOTAL CRDÎM	4 327,1

*Fonds d'aide aux entreprises, Fonds d'intervention régionale,
mesuré d'aide au développement communautaire

Les données pour 2000-2001 ne sont pas complétées actuellement

ANNEXE B

**Liste des membres du conseil d'administration
du CRD de l'Île-de-Montréal**

Conseil d'administration CRDÎM

14 mars, 2000

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Bourque	Ville de Montréal	Maire
Pierre <i>Président du CA</i>	d'office	Ville de Montréal
Bossé	Banlieue de Montréal	Maire et président de l'Union des municipalités de banlieue sur l'Île de Montréal
Georges <i>Vice-Président du CA</i>	d'office	Ville de Verdun
Simard	Affaires/Chambre de commerce	Associé directeur de groupe, Grand Montréal
Patrice <i>Président du CE</i>	2001	Samson, Bélair/Deloitte & Touche
Melançon	Ville de Montréal	Conseiller associé au maire pour les affaires métropolitaines, Conseiller
Pierre-Yves <i>Vice-Président du CE</i>	d'office	Ville de Montréal
Sandborn	Syndical - CSN	Président
Arthur <i>Vice-Président du CE</i>	2001	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Danyluk	Communauté urbaine de Montréal	Présidente du comité exécutif
Vera	d'office	Communauté urbaine de Montréal

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Deros	Ville de Montréal	Membre du comité exécutif
Mary	d'office	Ville de Montréal
Eloyan	Ville de Montréal	Vice-présidente du comité exécutif
Noushig	d'office	Ville de Montréal
Fortier	Ville de Montréal	Président du comité exécutif
Jean E.	d'office	Ville de Montréal
Larouche	Ville de Montréal	Membre du comité exécutif
Denise	d'office	Ville de Montréal
Paquin	Ville de Montréal	Membre du comité exécutif
Pierre	d'office	Ville de Montréal
Purcell	Ville de Montréal	Conseiller associé, cabinet du comité exécutif
François	d'office	Ville de Montréal

004

CRDIM

03/24/00 VEN 18:40 FAX 514 842 4599

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Samson.	Ville de Montréal	Conseillère associée au comité exécutif
Anie	d'office	Ville de Montréal
McCulloch	Banlieue de Montréal	Maire
William	d'office	Ville de Lachine
Meaney	Banlieue de Montréal	Maire
John W.	d'office	Ville de Kirkland
Myles	Banlieue de Montréal	Mairesse
Anne	d'office	Ville de Baie D'Urfé
Trent	Banlieue de Montréal	Maire
Peter F.	d'office	Ville de Westmount
Vacant	Banlieue de Montréal	
	d'office	

152

0008

CRDIN

03/24/00 VEN 16:41 FAX 514 842 4599

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Chagnon	Députés provinciaux (Lib)	Député
Jacques	d'office	Comité de Westmoun/St-Lou
Dionne-Marsolais	Députés provinciaux (PO)	Députée
Rita	d'office	Comité de Rosemont
Gaulrin	Députés provinciaux (Lib)	Député
Henri-François	d'office	Comité de Verdun
Léger	Députés provinciaux (PO)	Députée
Nicole	d'office	Comité de Pointe-aux-Tremble
Beaudry	Affaires/Chambre de commerce	Président
Michel	2000	Beaudry & Associés, architectes
Bélique	Affaires/Chambre de commerce	Associé principal
Jacques	2000	Expert-conseil Bélique, Thuot, architectes

007

CRD/M

03/24/00 VEN 18:41 FAX 514 842 4599

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Bibeau	Affaires/Chambre de commerce	Directeur général
Pierre	2000	Société du Parc des îles - Ville de Montréal
Deschamps	Affaires/Chambre de commerce	Président et chef de la direction
Denis	2000	Drakkar - Services-conseils et placement en ressources humaines
Desrochers	Affaires/Chambre de commerce	Directeur - Affaires publiques et corporatives
Pierre	2000	Compagnie pétrolière Impériale llée
Lapointe	Affaires/Chambre de commerce	Conseiller sénior
Jacques	2000	Immobilier corporatif Léonard McKeague Inc.
Représentant du CRD/M au FRS		
Naull	Affaires/Chambre de commerce	Président
Robert	2001	Mark-tech R.N. Inc.
Ducharme	Syndicat - CTM - FTQ	Vice-président Île de Montréal
Michel	2000	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain

154

0008

CRD11

03/24/00 VEN 18:41 FAX 514 842 4599

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Lapointe	Syndical - CTM - FTQ	Secrétaire générale
Marte-Danielle	2001	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
Taylor	Syndical - CTM - FTQ	Président
Michel	2001	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
Thibault	Syndical - CTM - FTQ	Représentant
Michel	2001	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
Bergeron	Syndical - CSN	Représentant
René	2001	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Dubois	Syndical - CSN	Vice-président
Gilles	2001	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Duvalsaïnt	Syndical - CSN	Représentante syndicale
Marcello	2001	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN

009

CRDIM

03/24/00 VEN 16:41 FAX 514 842 4599

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Doucet	Arts et culture	Directrice générale
Nicole Trésorière du CRDIM	2001	Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse
Forget	Arts et culture	Président du conseil
Maurice	2001	Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal
Bégin	Communautaire	Directrice générale
Claude Secrétaire du CRDIM	2001	Centre de recherche d'emploi de l'Est
Bélard	Communautaire	Directeur général
Paul	2000	Comité social - Centre-Sud
Lépine	Enseignement collégial	Directeur général
Gilles	2001	Cégep Marie-Victorin
Maaninou	Enseignement prim. et sec	Président
Afila	d'office	Conseil scolaire de l'Île de Montréal

156

BOGE 20

514 842 4599

MPB 24 '00 17:04

010

Nom	Secteur Terme	Fonction Organisme désigné
Toulouse	Enseignement universitaire	Directeur et représentant des universités
Jean-Marie	2000	École des Hautes Études Commerciales
Charland	SQDM	Président du Conseil régional des partenaires du marché du travail - Emploi-Québec
Jean-Yves	d'office	Laboratoire Raffinerie de Pétro Canada
Villeneuve	RRSSS	Directeur général
Marcel	d'office	RRSSS - Montréal-Centre
Well	RRSSS	Présidente
Kathleen	d'office	RRSSS - Montréal-Centre

CRD IM

03/24/00 VEN 16:42 FAX 514 842 4599

ANNEXE C

**Liste des membres du conseil d'administration
du CRD de Laval**



CONSEIL
RÉGIONAL de
DÉVELOPPEMENT de
LAVAL

LISTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR L'ANNÉE 1999-2000

Disponible

P 01/07

MAR 29 '00 14:43 FR METROPOLIE DIR. LAVAL 450 680 6002 A 95148644335

No	NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES / *Secteur / **Division		
LES DÉPUTATIONS PROVINCIALES				
1	CLICHE, David Ministre délégué à l'Autoroute de l'information et aux Services gouvernementaux et responsable de la région de Laval, Député de Vimont CRD-Laval : Membre du CE	Bureau de comté de Vimont * Députation provinciale		
2	FACAL, Joseph Ministre délégué aux Affaires inter- gouvernementales canadiennes et Député de Fabre CRD-Laval : Membre	Bureau de comté de Fabre * Députation provinciale		
3	LEDUC, Lyse Adjointe parlementaire de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et Députée de Mille-Îles CRD-Laval : Membre	Bureau de comté de Mille-Îles * Députation provinciale		
4	MÉNARD, Serge Ministre de la Sécurité publique et Député de Laval-des-Rapides CRD-Laval : Membre	Bureau de comté de Laval-des- Rapides * Députation provinciale		

P 02/07

MAR 29 '00 14:44 FR METROPOLE DIR. LAVAL 450 680 6002 A 95148644335

No	NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES / *Secteur / **Division		
5	MULCAIR, Thomas Leader adjoint de l'opposition officielle et Député de Chomedey CRD-Laval : Membre	Bureau de comté de Chomedey • Députation provinciale		

160

P 03/07

MAR 29 '00 14:44 FR METROPOLE DIR. LAVAL 450 680 6002 A 95148644335

No	NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES / Secteur / Division		
MUNICIPAL				
6	BOILEAU, André Vice-président du comité exécutif CRD-Laval : Secrétaire-trésorier, CE	Ville de Laval • Ville de Laval		
7	BROMLEY, Yvon Conseiller municipal CRD-Laval : Membre	Ville de Laval • Ville de Laval		
8	CLÉROUX, Pierre Conseiller municipal CRD-Laval : Membre	Ville de Laval • Ville de Laval		
9	PRADET, Benoit Membre du comité exécutif CRD-Laval : Membre	Ville de Laval • Ville de Laval		
10	GUERTIN, Jocelyne Membre du comité exécutif CRD-Laval : Membre	Ville de Laval • Ville de Laval		
11	LAPIERRE, Jean-Jacques Conseiller municipal CRD-Laval : Membre	Ville de Laval • Ville de Laval		
12	LEGAULT BERNIER, Ginette Conseillère municipale CRD-Laval : Membre	Ville de Laval • Ville de Laval		
13	VAILLANCOURT, Gilles Maire CRD-Laval : Membre du CE	Préfet de la MRC • Ville de Laval		161

MAR 29 '00 14:44 FR METROPOLE DIR. LAVAL 450 680 6002 A 95148644335 P 04/07

No	NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES / Secteur / Division		
STRUCTURE A VOCATION ECONOMIQUE				
14	D'AMBROSIO, John Président CRD-Laval : Membre	Office du Tourisme de Laval * à vocation économique ** Tourisme		162
15	LACROIX, Gilles Président CRD-Laval : Membre du CE	Table de concertation agroalimentaire de Laval * à vocation économique ** Agro-alimentaire		
16	LEFEBVRE, Robert Membre de... CRD-Laval : Vice-président	Laval Technopole * à vocation économique ** Corporation de dév. économique		
17	MORASSE, Chantal Présidente du CA CRD-Laval : Membre	Chambre de commerce et d'industrie de Laval * à vocation économique ** Commerces et services		

MAR 29 '00 14:44 FR METROPOLE DIR. LAVAL 450 600 6002 A 95:48644335 P 05/07

No	NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES / *Secteur / **Division		
SECTEUR DES ORGANISMES INSTITUTIONNELS ET DES PAYSANES DE SERVICES				
18	BÉDARD, Jean-Louis Président CRD-Laval : Président	R.R.S.S.S. - Laval *Org. institut. et dispensateurs services **Santé et services sociaux		
19	 CRD-Laval : Membre	Collège électoral du secteur éducation *Org. institut. et dispensateurs services ** Éducation		
20	DESJARDINS, Chantal Présidente CRD-Laval : Membre	Conseil régional des partenaires du marché du travail *Org. institut. et dispensateurs services ** Développement de la main- d'oeuvre		
21	RANGER, Marc Conseiller syndical - SCPP CRD-Laval : Membre	Conseil régional FTQ Montréal Métropolitain *Org. institut. et dispensateurs services ** Syndicalisme		
SECTEUR DES ORGANISMES ASSOCIATIFS ET COMMUNAUTAIRES				
22	MARTEL, Pierre Administrateur CRD-Laval : Membre	Conseil régional de l'environnement de Laval *Org. associatifs et communautaires ** Promotion de l'environnement		

P 06/07

MAR 29 '00 14:45 FR METROPOLE DIR. LAVAL 450 680 6002 A 95148644335

No	NOMS DES MEMBRES / TITRES	ORGANISMES / *Secteur / **Division		
23	SAUVÉ, Monique Administrateur CRD-Laval : Membre	Corporation de développement communautaire de Laval *Org. associatifs et communautaires **Promotion d'org. comm. portée sociale		164
	SECTEUR DES ORGANISMES ASSOCIATIFS ET COMMUNAUTAIRES (suite)			
24	TREMBLAY, Yves Membre CRD-L aval: Membre du CE	Conseil de la Culture *Org. associatifs et communautaires ** Promotion de la culture		
	MEMBRE OBSERVATEUR			
25	DESROSIERS, Gaétan Sous-ministre adjoint Observateur CE CA AGM	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**64. COPIE DES PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DES CLD DE LA
RÉGION DE MONTRÉAL ET DE LAVAL POUR L'ANNÉE 1999-2000**

Q-64

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COPIE DES PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DES CLD DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET DE LAVAL POUR L'ANNÉE 1999-2000

Le président de la Commission d'accès à l'information, M. Paul-André Comeau, a récemment statué que les centres locaux de développement ne sont pas assujettis à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont des entités autonomes, indépendantes des municipalités, des municipalités régionales de comté et du ministère.

La diffusion des procès-verbaux demandés relève donc de la responsabilité des centres locaux de développement.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**65. COPIE DE L'ENTENTE CADRE D'AVRIL 1999 INTERVENUE
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET MONTRÉAL**

**ENTENTE CADRE
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ET LA VILLE DE MONTRÉAL**

SOMMES INVESTIES

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	36 099 600 \$
Ministère de la Solidarité sociale	500 000 \$
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	500 000 \$

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Direction développement et projets
Le 31 mars 2000

PARTENAIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ENTENTE-CADRE

entre

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Concernant l'établissement d'un partenariat pour la
mise en œuvre d'initiatives stratégiques
à l'occasion d'un plan d'action conjoint**

ENTENTE-CADRE

ENTRE : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, responsable de la mise en oeuvre de l'Entente-cadre,

ci-après désigné le «Gouvernement»

ET : LA VILLE DE MONTRÉAL, représenté par Monsieur Pierre Bourque, en sa qualité de maire, dûment autorisé en vertu de la résolution no. du 1999 aux fins de l'application de l'entente-cadre,

ci-après désignée la «Ville»

ATTENDU les défis particuliers auxquels la ville de Montréal est confrontée ;

ATTENDU l'importance stratégique de la ville de Montréal en tant que principal pôle d'emplois du Québec ;

ATTENDU la nécessité de positionner avantageusement la ville de Montréal par rapport aux grandes villes nord-américaines afin que l'ensemble du Québec puisse pleinement profiter des retombées de la mondialisation de l'économie ;

ATTENDU la vocation de la ville de Montréal en tant que centre d'activités internationales ;

ATTENDU les propositions soumises au gouvernement du Québec par la Ville de Montréal ;

ATTENDU la nécessité de reconnaître les problématiques sociales particulières de la ville de Montréal, notamment au chapitre de la pauvreté et de l'accueil des nouveaux arrivants ;

ATTENDU la volonté ferme du gouvernement du Québec de continuer à soutenir le développement économique, social et culturel de la ville de Montréal au bénéfice de l'ensemble de ses citoyens et de ceux du Québec ;

ATTENDU l'importance de doter la ville de Montréal d'infrastructures nécessaires à son développement ;

ATTENDU le désir du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal d'accroître leur collaboration afin d'accélérer le démarrage d'initiatives stratégiques à l'occasion d'un plan d'action conjoint ;

les parties font entre elles les déclarations et conventions énoncées dans la présente entente-cadre, ci-après désignée l'«Entente».

1.0 BUT DE L'ENTENTE

L'Entente a pour but d'établir un nouveau partenariat entre les parties en vue de permettre la mise en œuvre d'initiatives stratégiques dans le contexte d'un plan d'action conjoint.

2.0 OBJECTIFS DE L'ENTENTE

L'Entente vise les objectifs suivants :

- soutenir la création d'emplois sur le territoire de la ville ;
- améliorer les conditions de vie des Montréalais ;
- articuler les interventions des parties autour de trois axes, à savoir le développement social, le développement économique et urbain et le développement culturel ;
- fournir un cadre permettant de prioriser les interventions, de miser sur leur complémentarité et d'assurer leur convergence.

3.0 PLAN D'ACTION

3.1 PRINCIPES D'ACTION

Les principes d'action de l'Entente sont orientés vers :

- une cohérence des interventions ;
- des initiatives ayant un effet intégrateur ;
- des initiatives présentant des effets structurants et offrant d'importantes retombées ;
- des initiatives nécessitant un recours à un large éventail de leviers ;
- des initiatives ayant des impacts positifs sur les recettes de la Ville ;
- des initiatives qui ne nécessitent pas de nouveaux programmes permanents.

3.2 AXES D'INTERVENTION

Les interventions des parties doivent s'articuler autour de trois axes, soit le développement social, le développement économique et urbain et le développement culturel.

À cette fin, des négociations seront entreprises afin de conclure rapidement des protocoles particuliers et un comité chargé du suivi du plan d'action conjoint sera constitué conformément aux dispositions stipulées à l'article 4.0 de l'Entente.

3.2.1 Développement social

Compte tenu des problématiques et des défis sociaux complexes qui caractérisent le territoire de la ville, les parties s'entendent pour que soit immédiatement amorcée la mise en œuvre d'un grand chantier sur le développement social.

Deux problématiques importantes pourront d'emblée faire l'objet de protocoles particuliers qui devront s'appuyer sur les structures et organismes existants à savoir :

Quartiers particulièrement «sensibles»

Les parties estiment opportun de négocier un protocole particulier pour soutenir des interventions ciblées sur des quartiers particulièrement «sensibles» de la ville.

La responsabilité de l'administration du protocole, quant à la partie gouvernementale, échoit au ministre de la Solidarité sociale, en collaboration avec la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

La contribution financière du gouvernement à l'égard du protocole s'établit à 4 millions de dollars, et ce, à raison de 1 million de dollars par an. Sous réserve de son approbation par le Conseil, la Ville complètera le financement nécessaire. La durée du protocole est de 4 ans.

Les partenaires ministériels sont notamment : la ministre de la Santé et des Services sociaux, le ministre de l'Éducation, le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, la ministre de la Culture et des Communications et la Société d'habitation du Québec.

Accueil et intégration en français des immigrants à la communauté montréalaise et à la culture québécoise

Les parties jugent opportun que soit actualisé le protocole entre le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et la Ville avec comme objectif premier le développement de mesures susceptibles de favoriser l'accueil et l'intégration en français des immigrants à la communauté montréalaise et à la culture québécoise.

Pour le démarrage rapide d'initiatives, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration accordera une contribution financière s'établissant à 500 000 \$. La réalisation de ces initiatives permettra à ce ministère et à la Ville de préciser les termes du nouveau protocole à intervenir.

En matière d'habitation, le gouvernement :

- mandate la Société d'habitation du Québec (SHQ), en collaboration avec l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour analyser l'ampleur des besoins concernant la modernisation du parc immobilier de l'OMHM, établir les priorités ainsi que les modalités de réalisation et de financement ;
- annonce une modification au programme «Revitalisation des vieux quartiers» de la SHQ, de manière à répondre plus adéquatement à des situations particulières présentes sur le territoire de la ville et ailleurs afin de modifier le partage des coûts entre la SHQ et cette dernière quant aux interventions visant les immeubles barricadés ou abandonnés. À ce chapitre, la SHQ assumera dorénavant 75 % des coûts et la Ville 25 %, à l'instar des autres municipalités.

3.2.2 Développement économique et urbain

Considérant les initiatives gouvernementales déjà annoncées pour maintenir la reprise économique observée sur le territoire de la ville, les parties s'entendent pour amorcer immédiatement la mise en œuvre d'un grand chantier portant sur le développement économique et urbain en misant sur la réalisation de projets structurants qui favoriseront le redéveloppement de certains quartiers de la ville, la création d'emplois, l'implantation de nouvelles entreprises et/ou de résidences, ainsi que l'amélioration de la qualité de vie des Montréalais.

À cette fin, le gouvernement :

- 1°- Accordera une aide financière pour soutenir la réalisation des initiatives structurantes suivantes :

Quartier international de Montréal

Le gouvernement est prêt à accorder une contribution financière s'établissant à 24 millions de dollars provenant du Fonds de développement de la métropole pour la mise en place du Quartier international. Sous réserve de son approbation par le Conseil, la Ville est prête à investir un montant de 6,5 millions de dollars dans le cadre de ce projet.

La responsable pour la partie gouvernementale est la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

Les partenaires ministériels sont notamment : le ministre des Transports, la ministre de la Culture et des Communications et le ministre délégué au Tourisme.

Cité du multimédia

Le gouvernement accordera une contribution financière de 4 millions de dollars provenant du Fonds de développement de la métropole pour l'aménagement urbain. Sous réserve de son approbation par le Conseil, la Ville investira un montant similaire.

La responsable pour la partie gouvernementale est la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

Les partenaires ministériels sont notamment : le ministre des Finances, la ministre de la Culture et des Communications et le ministre délégué au Tourisme.

- 2°- Annonce la mise en place de mesures adaptées pour soutenir la réhabilitation de quartiers ciblés :

Les parties formeront un groupe de travail pour identifier les quartiers ciblés, adopter pour chacun de ces quartiers un plan d'action global et identifier les contributions financières de chacune des parties.

Le gouvernement réserve une somme de 50 millions de dollars aux fins de ces interventions de réhabilitation.

- 3°- Propose à la Ville de négocier un protocole en matière de transport urbain :

Plusieurs des projets soumis ou appuyés par la Ville coïncident avec les priorités du ministère des Transports. Plusieurs de ces projets sont essentiellement de nature métropolitaine et interpellent aussi d'autres intervenants telles l'Agence métropolitaine de transport, les sociétés de transport et d'autres municipalités de la région montréalaise.

Les décisions relatives à ces projets doivent donc s'inscrire dans une perspective globale d'intervention en transport pour l'agglomération montréalaise. Le ministère des Transports entend donc discuter avec l'ensemble de ses partenaires des priorités à retenir dans le Plan de gestion des déplacements qu'il rendra public d'ici la fin de l'année 1999. Le Ministère est cependant prêt à négocier en parallèle avec la Ville la portée technique et financière ainsi que la durée d'un protocole particulier sur les projets spécifiques à son territoire, lesquels pourraient totaliser des investissements d'approximativement 115 millions de dollars de la part du Ministère.

- 4°- Considère les projets d'infrastructures soumis par la Ville de Montréal :

Les projets d'infrastructures soumis par la Ville correspondent globalement aux types de projets qui pourraient recevoir un financement dans le cadre d'un nouveau programme tripartite d'infrastructures qui aurait des paramètres similaires à ceux de l'ancien programme. Sur la base des projets soumis par la Ville, autres que ceux auxquels le gouvernement annonce son appui, un tel programme pourrait représenter pour la ville de Montréal des investissements d'au moins 450 millions de dollars.

- 5°- Annonce sa participation à un groupe de travail concernant le développement du pôle Parc des Îles-Bickerdike et l'affectation de contributions financières pour la réalisation d'études :

La responsable pour le gouvernement est la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

Les partenaires ministériels sont notamment : le ministre des Transports, le ministre des Finances, le ministre délégué au Tourisme.

- 6°- Annonce sa participation à un groupe de travail concernant le développement du pôle Berri-UQAM et l'affectation de contributions financières pour la réalisation d'études :

La responsable pour le gouvernement est la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

Le partenaire ministériel est la ministre de la Culture et des Communications.

3.2.3 Développement culturel

Considérant que la culture reflète non seulement l'identité et les valeurs du peuple québécois mais représente également une activité économique importante au sein de la nouvelle économie, le gouvernement entend négocier avec la Ville un protocole particulier pour soutenir le développement culturel.

La responsable pour le gouvernement est la ministre de la Culture et des Communications, en collaboration avec la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

La contribution financière du gouvernement s'établirait à un minimum de 40 millions de dollars. Sous réserve de son approbation par le Conseil, la Ville y participera pour un montant de 30 millions de dollars. La durée du protocole serait de 5 ans.

Les orientations privilégiées dans le cadre du protocole seraient :

1 – L'équité des services culturels de première ligne offerts aux citoyens

Le protocole viserait à atteindre, à terme, la complémentarité des interventions et l'équité des ressources affectées aux services de première ligne offerts aux citoyens.

2 – Une reconnaissance de la spécificité culturelle de Montréal

Le protocole viserait à reconnaître deux grands pôles sur lesquels repose le développement culturel de la métropole, à savoir Montréal, ville de mémoire et Montréal, ville d'avenir.

4.0 COMITÉ DE SUIVI

Les parties conviennent de constituer un comité de suivi du plan d'action conjoint.

Le Comité de suivi est coprésidé par le sous-ministre des Affaires municipales et de la Métropole et par le directeur général de la Ville. Il est composé des sous-ministres des ministères signataires des protocoles particuliers conclus en vertu de l'Entente et de représentants désignés respectivement par les parties.

Le Comité de suivi doit présenter un rapport semestriel sur l'avancement des travaux reliés au plan d'action conjoint à la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et au maire de la Ville.

En outre, le Comité de suivi agira à titre d'intermédiaire entre le gouvernement et la Ville. Le Comité de suivi se réunira aussi souvent que nécessaire.

5.0 DURÉE DE L'ENTENTE

L'Entente prend effet après sa signature par toutes les parties et à la suite de son approbation par le Conseil municipal de la Ville.

Signée à Montréal le 1er jour de avril 1999

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Par : Loraine Hare P.
Ministre d'État aux Affaires
municipales et à la Métropole

Signée à Montréal le 1er jour de avril 1999

LA VILLE DE MONTRÉAL

Par : Benoit Bouchard
Maire